

RAPPORT D'ACTIVITÉ

2025

SOMMAIRE

Ce qu'il faut retenir de l'année 2025 de Social Good Accelerator	4
Tableaux de bord de l'année 2025 de Social Good Accelerator	5
Nos membres et partenaires en 2025	6

1. L'ASSOCIATION

Notre projet associatif

Notre raison d'être	8
Mission	9
Périmètre d'intérêt général	9
Nos leviers d'action	9

La gouvernance en 2025 10

L'équipe en 2025 11

Notre proposition de valeur 12

Nos impacts 13

LEARN - renforcer les capacités	18
VOICE - Faire entendre la voix de l'ESS numérique	14
CONNECT- Fédérer et faire coopérer l'ESS numérique	59

La communication de SOGA 16

2. LEARN

Projets terminés en 2025 19

Social Economy Transition Skills	20
----------------------------------	----

Projets en cours de développement 27

Digital Growth Initiatives for Social Economy Transition	28
No Code Academy for Non Profit	35
Cafés IAssos	41

Projets développés en 2025 26

Observatoire de l'ESS numérique	44
---------------------------------	----

3. VOICE

VOICE - Affaires publiques 49

Une mission statutaire de représentation et de plaidoyer	50
Une reconnaissance institutionnelle consolidée en 2025	51
Contributions écrites : une activité de plaidoyer dense et structurée	51
1. Contribution à la consultation européenne sur le cadre financier pluriannuel post 2027	53
2. La Stratégie nationale de l'ESS : contribution principale de SOGA en 2025	54

VOICE - Interventions publiques : porter la voix de l'ESS numérique 56

4. CONNECT

Communication & Réseaux sociaux

Site internet	59
LinkedIn	60
Newsletter	60
Canaux Slack	61
1. Croissance continue de l'effectif et de l'activation des membres	
2. Saisonnalité et pics d'activité des utilisateur·rices	

NEC ESS 2025

Présentation	63
Rappel du programme	64
Bilan budgétaire	63
1. Coût global de l'événement et logique générale	
2. Structure des coûts - justification poste par poste	
3. Structure des recettes - logique de co-financement	
Chiffres clés de la participation	71
Retours des participant·es	72
1. Satisfaction générale et justification	73
2. Ce que les participant·es retiennent	74
Point presse	76

5. GOUVERNANCE & VIE ASSOCIATIVE

Nos membres	77
Mouvements de gouvernance et de vie de l'association	80
Prises de décision	83
1. Assemblées générales	83
2. Conseils d'administration (CA)	83
3. Bureaux	84

6. BILAN BUDGÉTAIRE

États budgétaires 2025 de SOGA en graphique	92
Ajustements et analyse comparative des trois budgets 2025	88
1. Budget initial de début d'année (CA du 23 janvier 2025)	88
2. Budget revisité de milieu d'année (CA du 23 avril 2025)	89
3. Budget réalisé / atterrissage (états comptables 2025)	89
Atterrissage budgétaire 2025	88
Analyse de l'atterrissage budgétaire à partir des états comptables	92
1. Niveau global de performance	93
2. Structure des produits	94
3. Structure des charges et maîtrise des coûts	94

Ce qu'il faut retenir de l'année 2025 de SOGA

Sept ans après sa création, l'année 2025 a été une **année de consolidation pour le Social Good Accelerator**. Après une période de réorganisation interne, l'association a renforcé son équipe, clarifié ses fonctions clés et stabilisé son pilotage autour de ses trois leviers d'action : VOICE, LEARN et CONNECT.

Sur le volet LEARN, SOGA a poursuivi et déployé plusieurs projets européens structurants autour des compétences numériques, de l'intelligence artificielle, du no-code et de l'accompagnement des organisations de l'ESS. L'année a notamment permis de finaliser le projet SETS, de poursuivre DIGISET, de lancer No Code Academy for Non Profits et de poser les bases de Café l'Assos.

Sur le volet VOICE, l'association a consolidé son rôle de plaidoyer pour l'ESS numérique, avec des contributions écrites, une présence dans les instances nationales et européennes, ainsi que des prises de parole publiques sur les enjeux de souveraineté numérique, de communs, d'intelligence artificielle et de financement des modèles numériques d'intérêt général.

Sur le volet CONNECT, SOGA a renforcé l'animation de sa communauté, sa communication et ses événements, notamment avec NEC ESS 2025 sur le thème **"Intelligence artificielle ou coopérative : construire ensemble une troisième voie numérique?"**, qui a confirmé le besoin d'un espace commun pour structurer l'écosystème de l'ESS numérique.

Enfin, **l'exercice 2025 se clôt sur un atterrissage budgétaire excédentaire**, malgré un contexte financier contraint. Ce résultat confirme les premiers effets de la stratégie de consolidation engagée, tout en appelant à poursuivre la diversification des ressources, la stabilisation du modèle économique et le développement des partenariats en 2026.

Tableaux de bord de l'année 2025 de SOGA

Axe	Réalisations 2025	Résultats / effets observés	Priorités 2026	Indicateurs de suivi
LEARN <i>Déployer des projets de montée en compétences numériques pour les organisations de l'ESS et produire des ressources réutilisables, interopérables en Europe</i>	Finalisation de SETS poursuite de DIGSET lancement de No Code Academy for Non Profits et de Café IAssos 16 temps en ligne 3 ateliers en présentiel 1 hackathon 4 formations lancées.	SETS : 70 participant-es, 100 modules complétés, progrès déclarés en compétences numériques avancées : 3,5/5 et compétences transversales à 4,14/5 ; No Code Academy : 322 inscrit-es sur le LMS, 23,3% d'activation ; 29 participant-es au hackathon et 6 prototypes	Consolider l'accompagnement post-formation ; terminer DIGSET et Café IAssos ; transformer les contenus en une offre pérenne ; améliorer l'activation et la complétion des parcours en ligne ; documenter la réutilisation des ressources ouvertes.	Nombre d'inscrit-es ; taux d'activation ; taux de complétion ; taux de certification ; satisfaction ; évolution pré/ post-compétences ; mise en pratique à 3 et 6 mois ; nombre de structures ayant engagé un changement ; nombre de ressources réutilisées ; coût par participant-e actif-ve.
VOICE <i>Faire reconnaître l'ESS numérique dans les politiques publiques nationales et européennes, en portant des propositions collectives et étayées.</i>	2 policy papers ; participation à une contribution collective européenne ; 2 notes d'analyse politique liées aux projets ; plus de 20 réunions d'instances, dont 12 externes ; 7 interventions publiques ; 1 tribune collective. Participation notamment à la CSNP, au CSESS et aux travaux d'ESS France.	Renforcement de la présence de SOGA dans les espaces institutionnels ; Contribution structurante à la Stratégie nationale de l'ESS ; Reconnaissance et mise en débat de l'Observatoire de l'ESS numérique ; Corpus de propositions sur les compétences, les communs, les financements et les marchés publics.	Mettre en place un registre de plaidoyer ; prioriser quelques demandes stratégiques ; suivre les suites administratives et politiques ; documenter les coalitions ; relier plus directement les expériences de terrain, les données de l'Observatoire et les positions de plaidoyer.	Nombre de contributions ; auditions et invitations ; organisations alliées ; propositions reprises dans un document officiel ; engagements obtenus ; décisions ou financements influencés ; rendez-vous de suivi ; couverture média qualifiée ; statut de chaque revendication : en cours, partiellement obtenue, obtenue, abandonnée.

Axe	Réalisations 2025	Résultats / effets observés	Priorités 2026	Indicateurs de suivi
CONNECT <i>Fédérer une communauté active de l'ESS numérique, rendre les projets visibles et créer des espaces de coopération et de mobilisation.</i>	NEC ESS 2025 : 202 participant-es sur deux jours, dont 136 en présentiel et 1 318 internautes en distanciel ; 46 intervenant-es et 13 partenaires. Site web : 9 102 visites et +11,8 % par rapport à la période comparable. LinkedIn : 22 516 impressions, 3 240 clics et 56 contenus sur juin-décembre. Slack : 163 membres, dont 119 activés en décembre. Newsletter mensuelle et plus de 5 200 clics cumulés.	NEC ESS confirme la capacité de SOGA à réunir l'écosystème autour de l'IA et de l'ESS. Le site et les contenus orientent les publics vers des actions concrètes : 1 394 clics sortants, dont 195 vers le programme NEC, 100 vers la billetterie et 62 vers le formulaire d'adhésion.	Mettre en place un parcours membre et un plan d'animation ; améliorer la conversion communication → inscription → participation → adhésion → contribution ; mieux segmenter les publics ; capitaliser les contenus du NEC ESS ; refondre les outils d'animation communautaire (passer au libre)	Visiteurs uniques ; clics d'action ; taux de conversion inscription/visite ; inscriptions et présence effective ; nouveaux membres ; renouvellement d'adhésion ; membres actifs mensuels ; nombre de contributions communautaires ; taux de satisfaction événement ; taux de recommandation ; partenariats activés après événement.
Observatoire de l'ESS numérique	Installation du comité scientifique ; coopération avec le Master Sociétés numériques de Sciences Po Lille et Centrale Lille ; publication d'une première typologie en décembre ; journée d'étude lors de NEC ESS ; soutien Label Paris Europe de 4 000 € et soutien non fléché de la Fondation de France.	Première structuration d'un cadre de recherche et d'une grille de lecture autour de 8 familles d'acteurs ; partenariats scientifiques et sectoriels consolidés ; projet installé comme objet de plaidoyer et de connaissance collective.	Finaliser le protocole ; qualifier la base initiale ; publier une première version exploitable ; stabiliser le modèle de gouvernance, de financement et de gestion du commun ; produire un premier baromètre ;	Nombre d'initiatives identifiées, qualifiées et publiées ; couverture par famille et territoire ; nombre de partenaires contributeurs ; fréquence de mise à jour ; visiteurs et usages de la base ; citations (études ou politiques publiques) ; financements sécurisés ; coûts de maintenance ; retours utilisateurs.
GOVERNANCE, ÉQUIPE ET MODÈLE ÉCONOMIQUE	Équipe renforcée et fonctions clarifiées ; instances de gouvernance renouvelées et mobilisées plus régulièrement ; exercice 2025 excédentaire après ajustements budgétaires. Nouvelle proposition de valeur qui distingue missions d'intérêt général, services aux membres et offre de conseil.	La structuration interne et l'atterrissage excédentaire témoignent d'une consolidation réelle. Nouvelle proposition de valeur qui clarifie articulations (communauté, plaidoyer, formations, projets et conseil).	Construire un pilotage économique par activités ; sécuriser une trésorerie de précaution ; développer les revenus récurrents compatibles avec l'objet social ;	Produits par source ; part des revenus récurrents ; part des financements fléchés ; charges par axe ; résultat par activité ; trésorerie disponible en mois de charges ; masse salariale ; nombre d'ETP ; charge projet par ETP ; renouvellement des adhésions ; niveau des fonds propres ;

Nos membres et partenaires en 2025

L'ensemble des activités décrites dans ce rapport d'activités ont été conduites grâce au soutien et avec la consultation régulière de nos membres et partenaires. Un immense merci à eux pour leur soutien renouvelé !

Nos membres têtes de réseaux de l'ESS



Nos membres opérateurs de l'ESS numérique



Nos partenaires et soutiens financiers



Partie 1

L'association



Raison d'être

Créer des communs et des communautés agissantes et solidaires dans l'économie sociale, en France et en Europe pour défendre et faire vivre un modèle numérique européen qui renforce la démocratie, l'inclusion, le lien social, les transitions justes et la robustesse de nos sociétés.

Notre ambition : renforcer la capacité des organisations à choisir, utiliser et développer des outils numériques au service de leur utilité sociale ; rendre visibles les modèles numériques coopératifs, inclusifs et démocratiques ; et faire grandir des alternatives concrètes aux logiques de dépendance et de captation.

Mission : faire grandir l'ESS numérique

SOGA rassemble, éclaire et met en mouvement les acteurs de l'économie sociale et solidaire, les organisations d'intérêt général, les opérateurs de l'ESS numérique, les chercheur·ses, les citoyennes et citoyens, ainsi que les partenaires publics et privés engagés pour :

- Reprendre la main sur nos données et nos outils grâce à la coopération.
- Inclure celles et ceux que le numérique laisse de côté.
- Faire vivre des communs numériques et des modèles collaboratifs pour préserver les connaissances collectives.

Périmètre d'intérêt général

L'association exerce des activités d'intérêt général à caractère éducatif, scientifique et culturel, avec un but non lucratif. Son périmètre d'intérêt général englobe à la fois la production de savoirs (études, documentation, partage d'expertise), l'organisation d'événements et de formations, le développement d'outils et de plateformes numériques et l'accompagnement au changement pour les structures de l'ESS. L'association se conforme aux exigences d'intérêt général : gestion désintéressée, transparence financière, fonctionnement démocratique, respect des principes du contrat d'engagement républicain (liberté, égalité, fraternité, dignité, laïcité).

Nos leviers d'action

Pour remplir ses missions, Social Good Accelerator mobilise, met en commun et coordonne des ressources en agissant dans l'intérêt des organisations qui orientent le numérique vers l'intérêt général.

Les programmes de l'association sont répartis en **trois grands axes** :

- donner une voix aux organisations de l'ESS sur les enjeux numériques auprès des décideurs politiques à Paris et Bruxelles **(VOICE)**
- fédérer et animer une communauté agissante et apprenante de représentant·es, de chercheur·ses et d'opérateur·rices de l'ESS, et faciliter la mise en réseau **(CONNECT)** ;
- produire des études et des ressources apprenantes ouvertes ; organiser des formations **(LEARN)**

L'association encourage le partage de compétences, la mutualisation et la coopération entre actrices et acteurs de l'ESS numérique, et peut concevoir, développer et gérer des outils et plateformes numériques.

Elle se donne aussi la possibilité de structurer des projets via d'autres véhicules (associations, fondations, fonds de dotation, sociétés commerciales, coopératives, GIE, SCI, etc.) quand cela sert son objet.

Enfin, elle peut exercer des activités économiques (vente de prestations, services numériques, événements, conseil, accompagnement) dès lors qu'elles demeurent liées à son objet et dans le respect de sa non-lucrativité.

La gouvernance en 2025

LE BUREAU



Jeanne Bretécher
Ancienne Présidente,
fondatrice du sog



Jérôme Giusti
Président



Amélie Pédrot
Secrétaire



Stephanie Séré-Anichini
Trésorière



Emmanuel Vandamme
Trésorier

COLLÈGE MEMBRES FONDATEURS



Jeanne Bretécher
Fondatrice et directrice

COLLÈGE SALARIÉS



Clarisse Blanc
Administratrice

OPÉRATEURS & OPÉRATRICES SOCIAL TECH



Emmanuel Vandamme
Co-fondateur
POP



Victoria Mandefield
Fondatrice
Solinum



Charlotte Bougenaux
Co-Directrice
Emmaüs Connect



Charlie Tronche
CBO
HelloAsso

TÊTES DE RÉSEAUX DE L'ESS



Dorie Bruyas
Présidente
La MedNum



Imadeddine Hassani
Chargé de mission Numérique
Le Mouvement associatif

COLLÈGE RECHERCHE



Jacques-François
Marchandise



Antoine Détourné
Délégué général
ESS France



Sébastien Hut
Président
Coop Tech pour CG Scop /

L'équipe en 2025



Clarisse Blanc
Responsable des programmes

Théophile DELPIERRE
Chargé de communication

Eline Coustenoble
*Knowledge manager
(Jusqu'à octobre 2025
devenue bénévole)*

Aurore Moreau
*Chargée d'animation et de
développement de la
communauté*

Jeanne BRETECHER
*Présidente co-fondatrice,
devenue directrice*

Notre Marraine

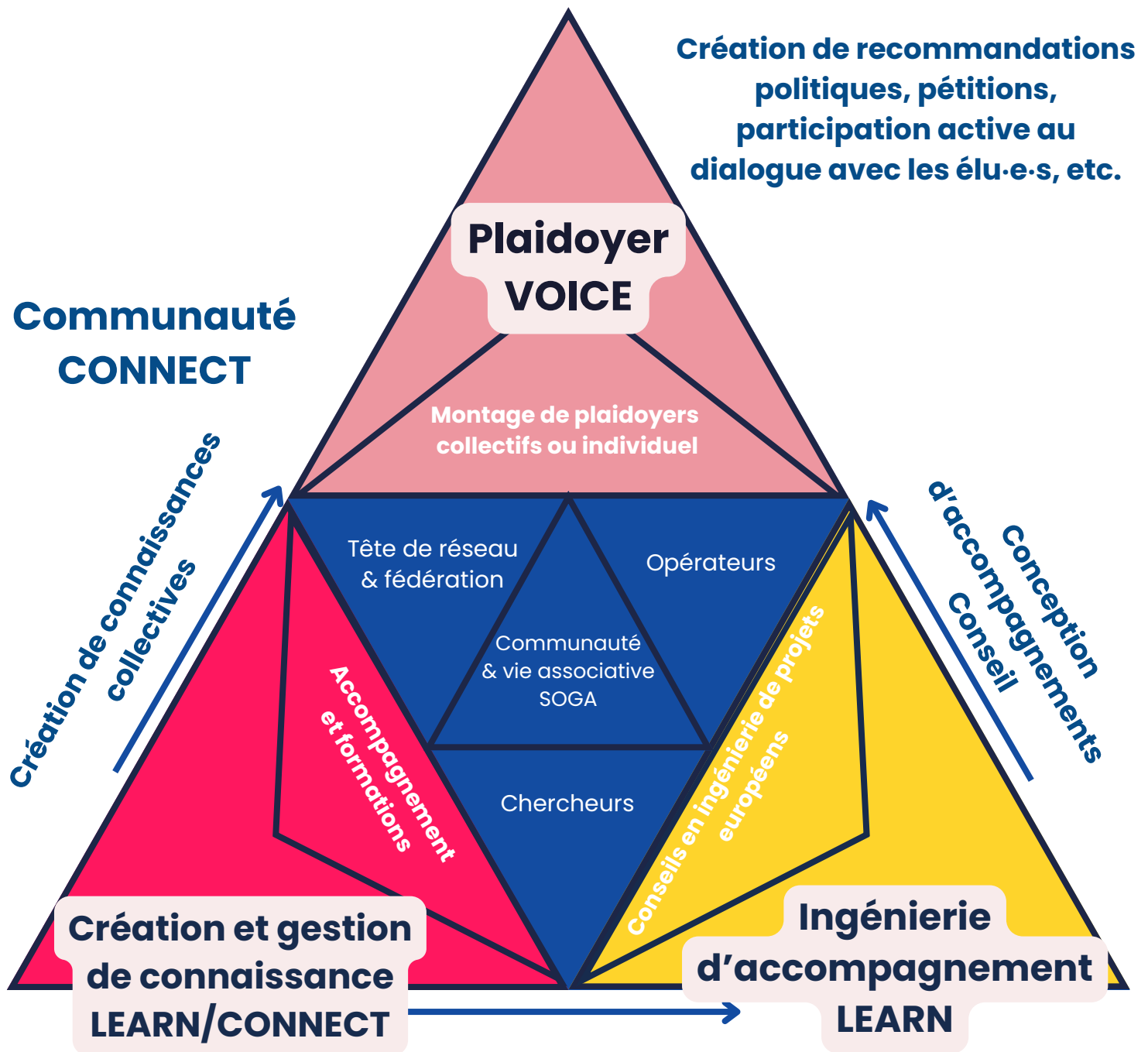


Le Social Good Accelerator est une jeune association qui contribue à porter le sujet des modèles numériques de l'ESS à Bruxelles, à créer une communauté européenne d'action et de partage ainsi que des ponts entre les mondes de la solidarité et de la tech. Il s'agit de chantiers plus qu'utiles mais très ambitieux, portés par une nouvelle génération de professionnels de l'économie sociale et solidaire et d'activistes du numérique. La cause est juste, et je me sens tout à fait en phase avec la vision fondatrice de SOGA. Ce type d'initiative requiert des mobilisations de toutes formes : fédérer les organisations concernées, recruter les experts et les bénévoles, collecter des fonds, mener un travail de recherche et faire aboutir les revendications sectorielles.



Axelle Lemaire
*Ancienne Secrétaire d'Etat
au numérique (2014 - 2017)*

Notre proposition de valeur



- Les missions d'intérêt général = financées par le premier niveau d'adhésion
- L'offre de conseil
- Les services collectifs aux membres (niveau 2)

Nos impacts

LEARN

Renforcer les capacités



16 temps en lignes

2 webinaires NoCodeAcademy

1 Focus Group NCA

4 webinaires DIGISET

9 webinaires SETS



3 ateliers en présentiel

1 transnational en Belgique

2 nationaux en France DIGISET réunissant 113 personnes



1 hackathon

en Roumanie sur 5 jours réunissant 29 personnes dont 9 participant.es français.es



4 formations lancées

(IA, Communication Digital, Impact ESS et No code pour l'ESS) spécialement dédiées aux structures de l'ESS et accessibles gratuitement.

Nos impacts

VOICE

Faire entendre la voix de l'ESS numérique



2 policy papers

contribution à la Stratégie nationale de l'ESS et consultation Commission européenne sur le prochain CFP



2 notes d'analyse politique

intégrées aux projets européens SETS et DIGISET



+ de 20 réunions

d'instances suivies dont 12 instances externes aux membres (Conseil supérieur de l'ESS, Comité stratégique ESS France, CSNP, Intergroupe Economie sociale au Parlement européen...)



7 interventions publiques

5 interventions en conférence 2 dans des podcasts



1 tribune
collective publiée

Nos impacts

CONNECT

Fédérer une communauté



NEC-ESS

Notre événement annuel



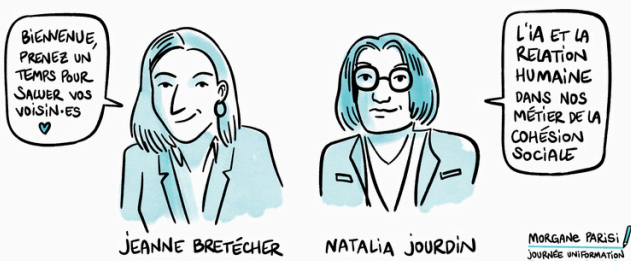
156 participant·es hors intervenant·es au total

46 intervenant·es au total sur les 12 formats organisés

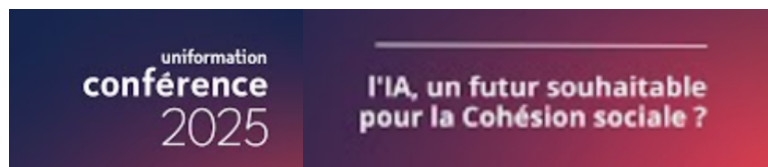
7 partenaires (Crédit Coop, Fondation de France, Devoteam, ESS France, Hello Assos, Emmaus Connect....)

Au total, 202 participant·es réunis sur 2 jours à Paris

UNIFORMATION CONFÉRENCE 2025



Ils nous ont fait confiance...



**Curation de la programmation
Journée IA Uniformation du 6
novembre 2025**

- 136 invités présents en présentiel
- 1 318 internautes en distanciel (captation live)
- Intervenants confirmés incluant Hubert Guillaud (Café IA), Yann Ferguson (LanorIA/INRIA), Roxana Rugina (IMPACT IA), Marlène de Bank (Shift Project), Laetitia Vitaud...

La communication du SOGA en 2025

En 2025, la communication du Social Good Accelerator a accompagné les principaux temps forts de l'association. Elle a soutenu la visibilité des projets européens, des événements, des prises de parole, des ressources, de l'adhésion et du NEC ESS 2025. Elle a aussi permis d'informer les publics du SOGA et de les orienter vers des actions concrètes.

22 516

impressions LinkedIn

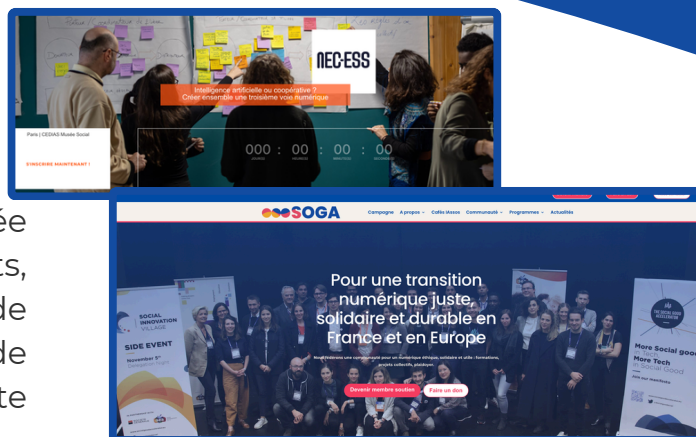
Les publications LinkedIn ont permis de rendre visibles les prises de parole du SOGA autour de son cœur de mission : faire connaître et renforcer l'ESS numérique, ses acteurs, ses enjeux et ses alternatives. Les contenus les plus visibles ont notamment porté sur l'intelligence artificielle, les projets européens et le NEC ESS 2025.



9 102

visites sur le site

Le site du SOGA est resté un point d'entrée pour retrouver les projets, événements, ressources et informations institutionnelles de l'association. Sa fréquentation progresse de +11,8 % par rapport à la période précédente équivalente.



1 newsletter par mois

Un rendez-vous mensuel pour partager les actualités du SOGA, relayer les événements et informer les membres, partenaires et contacts projets.

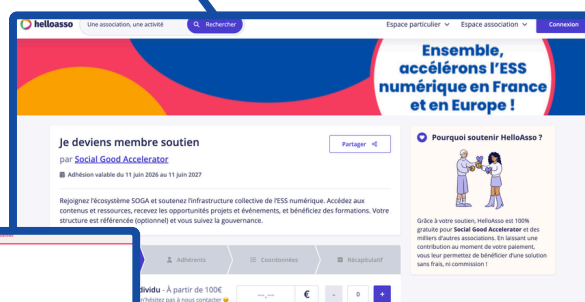


+ de 5 200

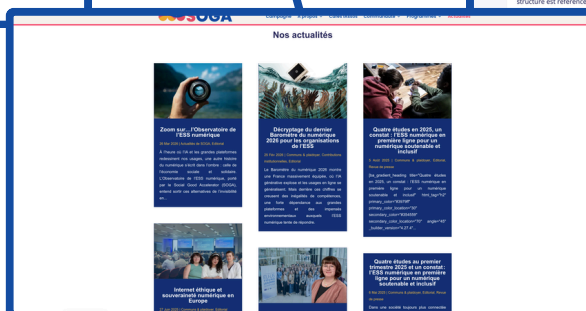
clics cumulés



Programmes et inscriptions aux événements



Adhésion et soutien à l'association



Ressources, actualités et contenus projets

Les canaux numériques du SOGA ont généré plus de 5 200 clics vers des pages utiles : programmes d'événements, inscriptions, ressources, supports, adhésion et plateformes partenaires. Ces clics montrent que la communication a aussi permis d'orienter les publics vers des actions concrètes.

Partie 2

Learn



Projets terminés en 2025

Projets terminés en 2025



Social Economy Transition Skills

En 2025, Social Good Accelerator a poursuivi son engagement européen avec le projet **SETS – Social Economy Transition Skills**. Le projet répond à un enjeu devenu central pour l'économie sociale : doter les organisations de compétences adaptées à la double transition numérique et écologique, dans un contexte où les besoins de professionnalisation s'accroissent, alors même que les offres de formation restent souvent incomplètes, dispersées ou peu adaptées aux réalités opérationnelles des structures de l'ESS.

Le projet SETS, financé par Horizon Europe (HORIZON-CL4-2023-HUMAN-01), soutient la double transition verte et numérique des Organisations de l'Économie Sociale (OES) en Europe développant des **formations ciblées** sur les compétences clés à acquérir et à diffuser. En 2024, le projet avait conclu ses premières étapes : analyse des besoins, création de contenus pédagogiques, cadre d'évaluation d'impact et lancement des premières actions de communication. Dans la continuité, le projet a lancé dans sa seconde et dernière année ses trois formations sur la plateforme de e-learning.

SETS a également abouti à la présentation d'un Code de conduite européen sur les données ESS, co-construit avec 6 partenaires.



A. Chiffres clés du projet SETS en 2025

**24 mois**janvier 2024–
janvier 2026**4 pays/
5 partenaires**

FR, SI, IT, BE

**490 k€ de budget**

Dont 85,74k€ pour SOGA

**3 focus group**pour la production d'une
analyse de besoin
documentée**3 parcours de
formation en ligne**55 modules créés, répartis entre trois
parcours : IA ; communication et
collaboration ; économie sociale et
gestion d'impact.**70 participants et
100 modules
complétés**

Le projet européen SETS a été conçu comme un projet de recherche-action et d'expérimentation sur l'acquisition de compétences numériques sur support numérique dans les organisations de l'ESS, et l'interopérabilité des référentiels de compétences et de qualité en formation numérique des adultes au niveau européen.

Son objectif a été de développer, tester, évaluer et diffuser des programmes de montée en compétences destinés aux organisations de l'économie sociale, à leurs salarié-es, à leurs dirigeant-es, mais aussi aux actrices et acteurs qui les accompagnent : formatrices et formateurs, intermédiaires, prestataires numériques et partenaires de l'écosystème.

Le projet vise ainsi à renforcer la capacité des structures à conduire leur transformation, à mieux intégrer les outils numériques dans leurs pratiques, à améliorer leur autonomie technologique, et à articuler ces évolutions avec des approches plus collaboratives, plus durables et plus orientées vers l'impact social.

L'un des apports majeurs de SETS a été de considérer que les besoins en compétences des organisations de l'économie sociale ne peuvent pas être réduits à une simple mise à niveau technique. **Le projet a montré qu'il fallait penser ensemble les compétences numériques avancées, la compréhension critique des technologies, – y compris de l'intelligence artificielle – les compétences transversales comme la planification, la coopération, la gestion de projet, ainsi que la capacité à évaluer et piloter l'impact.** Cette approche intégrée constitue l'un des enseignements structurants du projet.

SETS s'est appuyé sur une logique en plusieurs étapes. Le projet a d'abord conduit une analyse des besoins en compétences et des écarts existants dans les organisations de l'économie sociale. Sur cette base, il a ensuite développé une offre de formation modulaire, avant de la tester dans le cadre de pilotes, puis d'en évaluer les effets à court et moyen terme à travers un cadre d'impact structuré.

Le projet s'est concentré en particulier sur **quatre grands champs de résultats**.

- 1) La formation et le développement des compétences, avec l'objectif d'améliorer à la fois les compétences numériques avancées et les compétences transversales.
- 2) Le développement économique et organisationnel, en observant dans quelle mesure la formation pouvait renforcer la durabilité des organisations, leur capital immatériel, la qualité de leurs services ou l'évolution des profils professionnels.
- 3) Le développement technologique, c'est-à-dire la capacité des organisations à gagner en autonomie numérique et à concevoir de nouveaux services ou produits numériques.
- 4) La recherche, l'innovation, la diffusion et le potentiel de réplication du projet.

SETS a également produit des connaissances utiles à l'écosystème européen de l'économie sociale, a documenté les conditions dans lesquelles ce type de programme peut produire de la valeur, et a proposé des pistes d'évolution pour les politiques publiques et les dispositifs de financement.

B. Objectifs détaillés du projet SETS

Les objectifs de SETS étaient à la fois pédagogiques, organisationnels et politiques. Sur le plan pédagogique, le projet voulait concevoir des contenus de formation cohérents, de qualité, innovants et directement reliés aux besoins réels des organisations de l'économie sociale. Sur le plan organisationnel, il s'agissait d'aider les structures à mieux intégrer les usages numériques dans leur fonctionnement quotidien, à renforcer leur capacité d'adaptation, à diffuser les compétences en interne et à ouvrir la voie à de nouvelles pratiques, services ou coopérations.

Sur le plan plus stratégique, SETS cherchait également à démontrer que la montée en compétences dans l'économie sociale doit être pensée comme un levier de transformation structurelle, et non comme une action ponctuelle ou périphérique. Le projet avait aussi pour objectif de préparer la réplication future de ses résultats, en créant une architecture modulaire, documentée, certifiable et réutilisable dans d'autres contextes. L'évaluation finale montre que ces objectifs ont été globalement atteints au niveau individuel, avec des effets clairs sur les apprentissages, la confiance et la capacité d'appropriation de nouveaux outils. En revanche, le passage à l'échelle organisationnelle reste plus progressif et dépend de conditions supplémentaires : temps, ressources, accompagnement, alignement stratégique interne et continuité de l'appui après la formation.

C. Principaux livrables du projet SETS

Le premier grand livrable a été une offre de formation modulaire construite autour de trois programmes principaux : **Artificial Intelligence, Social Economy and Impact Management**, et **Communicating and Collaborating in Digital Environments**. Ces modules ont constitué le cœur pédagogique du projet et ont été conçus pour être combinables, adaptables et transférables.

Le projet a également produit un **cadre d'évaluation d'impact complet**, articulé autour d'indicateurs de résultats, d'enquêtes à chaud et à cinq mois, d'entretiens qualitatifs et d'une logique de monétisation de la valeur sociale créée. Cette architecture a permis de documenter de manière rigoureuse les effets du projet sur les participant-es et d'identifier les domaines dans lesquels la création de valeur est la plus forte.

D. Résultats et impacts du projet SETS

Les résultats du projet, évalué par notre partenaire en Italie **Open Impact**, sont significatifs à l'échelle du pilote. Au total, **en France 70 participant-es** ont suivi le programme et **100 modules de formation** ont été complétés. Les retours recueillis à l'issue de la formation puis cinq mois plus tard indiquent des progrès réels dans les compétences numériques avancées, avec une moyenne de **3,5 sur 5**, et dans les compétences transversales, avec une moyenne de **4,14 sur 5**.

Les trois modules ont tous obtenu des scores élevés en qualité et en caractère innovant, supérieurs à **4 sur 5**, ce qui confirme la pertinence de l'architecture pédagogique proposée. L'évaluation montre aussi que le projet a élargi l'accès à des formations qui, pour une partie des participant-es, n'auraient pas été disponibles autrement.

L'impact est particulièrement visible au niveau individuel. Les participant-es déclarent avoir renforcé leur capacité à utiliser des outils numériques, à collaborer dans des environnements digitalisés, à structurer des projets, à mieux appréhender les enjeux d'impact et, dans plusieurs cas, à commencer à utiliser des outils d'intelligence artificielle dans leurs pratiques professionnelles. Les premiers effets les plus tangibles concernent précisément l'adoption d'outils d'IA, qui apparaît comme l'un des résultats les plus immédiats du projet.

En revanche, l'impact organisationnel est plus nuancé. Les effets sur les services, les processus internes, le transfert de compétences à l'ensemble de l'organisation ou le développement de nouveaux produits numériques existent, mais restent encore partiels et inégaux selon les structures. Le projet montre ainsi qu'une formation de qualité peut créer un effet d'amorçage fort, mais que la transformation organisationnelle suppose des mécanismes complémentaires : accompagnement dans la durée, mise en pratique, disponibilité du management, financement et temps dédié.

Du point de vue de la valorisation socio-économique, le rapport d'impact final estime un **Social Return on Investment (SROI) de 1,57** : autrement dit, chaque euro investi dans le projet a généré une estimation de **1,57 euro de valeur sociale**. Cette donnée doit être interprétée avec prudence, comme un indicateur de potentiel de création de valeur dans le cadre du pilote, et non comme une preuve de soutenabilité ou de changement systémique à grande échelle.

SETS a démontré qu'une offre de formation modulaire, hybride et contextualisée peut renforcer les compétences, la compréhension et la confiance des acteurs de l'économie sociale face aux transitions numérique et écologique. Le projet a également produit des parcours, outils d'évaluation et cadres de reconnaissance réutilisables, tout en mettant en évidence une condition essentielle : le passage des apprentissages individuels à la transformation durable des organisations nécessite du temps, de l'accompagnement et des ressources complémentaires.

E. Rôle de Social Good Accelerator dans le projet

Social Good Accelerator a joué un rôle important dans la structuration et la mise en œuvre du projet. SOGA a co-piloté les WP 3 et 4 (conception et mise en œuvre du programme de formation), et piloté le WP 5 consacré à la certification et à la reconnaissance des acquis. Dans ce cadre, l'association a coordonné la conception opérationnelle du parcours de certification, l'articulation entre les contenus de formation, les résultats d'apprentissage, les cadres de compétences mobilisés et le dispositif d'émission de credentials numériques.

Le projet a mobilisé +70 apprenants testeurs issus de l'Économie sociale, et parmi eux SOGA a animé un écosystème de plus de 40 apprenants en France et en Afrique francophone.

Ce rôle a été stratégique à plusieurs niveaux.

D'abord, il a permis de garantir que la reconnaissance des acquis n'est pas pensée comme un élément secondaire, mais comme une composante centrale de la montée en compétences des actrices et acteurs de l'économie sociale.

Ensuite, il a contribué à inscrire le projet dans des standards européens de portabilité, de lisibilité et d'interopérabilité des compétences, grâce au recours aux *Europass Digital Credentials* (c'est-à-dire aux certificats numériques conformes aux normes européennes, sécurisés par une signature électronique et disponibles dans toutes les langues de l'UE).

Au-delà du pilotage technique, SOGA a aussi contribué à la cohérence générale du projet en reliant les dimensions pédagogiques, les besoins de l'écosystème de l'ESS numérique, les enjeux de diffusion européenne et la perspective de réutilisation future des contenus. Cette contribution est pleinement cohérente avec les missions statutaires de l'association : produire des savoirs, accompagner la transition numérique de l'ESS, mutualiser des ressources, structurer des coopérations et faire le lien entre innovation, intérêt général et action collective.

F. Principaux enseignements du projet *SETS*

SETS fait apparaître plusieurs enseignements de fond. Le premier est que le secteur de l'économie sociale a un besoin fort de formations combinant compétences numériques, compréhension critique des technologies, méthodes de travail collaboratives et capacité à piloter l'impact. Les approches trop techniques ou trop généralistes ne suffisent pas.

Le deuxième enseignement est que l'effet des formations est d'abord individuel avant d'être organisationnel. Les participant-es apprennent, progressent et commencent à appliquer ; mais la diffusion des acquis dans les structures demande des conditions supplémentaires qui ne relèvent pas de la seule qualité du contenu pédagogique.

Le troisième enseignement concerne la pédagogie. Le projet montre qu'il faut aller vers des formats plus pratiques, plus orientés vers l'expérimentation, plus connectés aux usages réels des organisations et accompagnés de mécanismes de suivi dans le temps. Les modules les plus appréciés et les plus utiles sont ceux qui articulent contenu, mise en situation, applicabilité immédiate et reconnaissance des acquis.

Le quatrième enseignement est que la réplication est possible, mais qu'elle doit être pensée comme une adaptation sélective à des contextes comparables, et non comme une reproduction uniforme d'un modèle unique. Le projet a créé des conditions favorables à la diffusion, mais pas encore la preuve d'un passage à grande échelle.

G. Recommandations politiques

Les recommandations politiques issues du projet vont dans le sens d'une intégration plus forte des enjeux de compétences dans les politiques de soutien à l'économie sociale. Le premier message est clair : les compétences de la transition numérique et écologique dans l'ESS doivent être mieux reconnues, mieux structurées et mieux financées au niveau national comme au niveau européen.

Le rapport recommande d'abord de mieux articuler les cadres d'action existants (économie sociale, politiques de compétences, transition numérique, innovation, inclusion) afin de rendre plus visible la question des compétences propres à l'économie sociale. Il recommande aussi d'aligner davantage les formations sur les grands référentiels européens de compétences, tels que DigComp, EntreComp, GreenComp ou des approches sectorielles émergentes, afin d'améliorer la lisibilité et la reconnaissance des parcours.

Une autre recommandation importante concerne la conception des programmes. Les dispositifs futurs devraient être plus modulaires, plus professionnalisants, plus orientés vers la pratique, et inclure systématiquement des mécanismes de suivi à moyen terme pour accompagner l'appropriation dans les organisations. Le rapport insiste aussi sur la nécessité de financer non seulement la formation elle-même, mais aussi les conditions de son appropriation : temps de travail, accompagnement, coaching, expérimentation, intégration dans des projets de transformation réels.

Enfin, au niveau européen, le rapport préconise de soutenir des approches de type SETS dans les programmes comme Erasmus+, FSE+, Horizon Europe, Digital Europe ou Interreg, en privilégiant des formats ouverts,interopérables, réutilisables et adaptés à différents niveaux de maturité des écosystèmes. L'idée n'est pas de standardiser un modèle unique, mais de créer les conditions d'une montée en qualité, d'une meilleure transférabilité et d'une diffusion progressive des approches les plus pertinentes pour l'économie sociale.



Projets en cours de mise en oeuvre

Projets en cours de mise en oeuvre

Digital Growth Initiatives for Social Economy Transition



En 2025, Social Good Accelerator s'est engagé dans le lancement du projet européen DIGISET – Digital Growth Initiatives for Social Economy Transformation, financé dans le cadre du Single Market Programme de l'Union européenne. Financé par le programme COSME de la Commission européenne, le projet DIGISET (2024-2026) accompagne la transition numérique des organisations de l'économie sociale, notamment les PME sociales. En alliant IA, data et nouveaux modèles économiques, il vise à renforcer les compétences, les outils et les alliances nécessaires à une numérisation éthique et inclusive.

Le projet a démarré le 2 septembre 2024 pour une durée de 24 mois, avec l'ambition d'accompagner la transformation numérique des organisations de l'économie sociale, en particulier des social SMEs et des structures d'appui qui les accompagnent.



DIGISET répond à un constat partagé à l'échelle européenne : de nombreuses organisations de l'économie sociale souhaitent renforcer leur usage du numérique, de la donnée et de l'intelligence artificielle, mais elles manquent à la fois de compétences, d'accès à des solutions adaptées, de partenaires technologiques et de dispositifs d'accompagnement réellement pensés pour leurs besoins. Le projet a donc été conçu comme une initiative structurante, à la croisée du renforcement des capacités, de la coopération entre actrices et acteurs sociaux et numériques, de la formation, de l'expérimentation et des recommandations politiques.

L'originalité de DIGISET tient à son approche écosystémique. Le projet ne s'adresse pas seulement aux entreprises sociales elles-mêmes, mais aussi aux organisations intermédiaires et aux structures d'appui capables de jouer un rôle de diffusion, de médiation et d'accélération dans la transition numérique du secteur. En réunissant des social SMEs, des digital SMEs, des organisations d'accompagnement de l'économie sociale, des European Digital Innovation Hubs (EDIHs), des centres de recherche en IA et en données, ainsi que des actrices et acteurs publics et académiques, DIGISET vise à structurer un environnement favorable à l'appropriation des technologies par l'économie sociale.

Le programme combine recherche, ateliers pratiques et accompagnement personnalisé pour les managers, salarié-es et accompagnatrices/accompagnateurs de l'ESS avec des ressources pédagogiques adaptées, des temps de formation collectifs et un soutien financier à la participation. SOGA y joue un rôle clé dans l'évaluation des besoins, la co-construction des ateliers et la diffusion des solutions.

A. Chiffres clés du projet *DIGISET* en 2025



6 pays / 7 partenaires

France, Espagne, Belgique, Roumanie,
Pays-Bas et Autriche



**1,186 M € de
subvention sur 2 ans**

dont 258k € de soutien financier
direct pour les organisations de
l'ESS et 162k € pour SOGA



**180 solutions
numériques répertoriées**

160+ ressources pédagogiques
recensées et adaptées



**100+ réponses +
1 rapport d'analyse**

à l'enquête des besoins
numériques des organisations
de l'Économie sociale

B. Objet détaillé du projet DIGISET

L'objet central de DIGISET est d'aider les organisations de l'économie sociale à progresser dans leur trajectoire de numérisation, avec un accent particulier sur **l'intelligence artificielle, les données et les nouveaux modèles économiques**. Le projet vise à traduire ces enjeux technologiques en leviers concrets d'impact social, de modernisation des pratiques et de développement organisationnel pour les structures du secteur.

Dans son premier workpackage, DIGISET cherche à comprendre les besoins réels des organisations, à cartographier les solutions numériques pertinentes, à créer des contenus et parcours de formation adaptés, à soutenir l'adoption effective de technologies, et à favoriser des coopérations nouvelles entre actrices et acteurs de l'économie sociale et actrices et acteurs du numérique. Il s'agit donc à la fois d'un projet de diagnostic, de capacitation, de démonstration et de mise en relation.

Le projet prend également en compte le fait que la transformation numérique des structures de l'économie sociale ne peut pas reposer uniquement sur l'achat d'outils. Elle suppose une montée en compétences, une médiation adaptée, une meilleure compréhension des usages, une capacité à choisir des solutions en cohérence avec l'objet social des organisations, et l'existence d'intermédiaires capables de sécuriser cette transition. DIGISET s'inscrit ainsi dans une logique de transformation utile, accessible et orientée vers l'intérêt général.

C. Objectifs détaillés du projet *DIGISET*

DIGISET poursuit plusieurs objectifs complémentaires. Un premier objectif consiste à **mieux comprendre le paysage, les besoins et les freins** rencontrés par les organisations de l'économie sociale dans leur transition numérique. Le **WP1**, piloté par SOGA, vise précisément à analyser les besoins des actrices et acteurs autour de l'IA et de la donnée, à identifier les défis spécifiques des structures d'appui, à cartographier les besoins numériques de **100 social SMEs**, et à explorer les solutions numériques pertinentes pour répondre à des défis sociaux concrets.

Un deuxième objectif est de renforcer la capacité des **social economy enabling organizations** à accompagner elles-mêmes les social SMEs. Le **WP2** prévoit ainsi la co-conception de parcours de formation et l'organisation d'actions de capacity building pour permettre à ces structures d'appui d'intégrer davantage les enjeux de numérique, de données, d'IA et de transformation technologique dans leur propre offre d'accompagnement.

Le troisième objectif porte sur la création de ressources pédagogiques adaptées aux réalités des entreprises sociales. Le **WP3** vise à constituer un répertoire de ressources de formation numérique, à adapter ces contenus aux besoins spécifiques des *social SMEs*, à organiser des temps de pair-à-pair transnationaux et à déployer des événements de renforcement des capacités pour les entrepreneurs sociaux.

Le quatrième objectif est plus opérationnel : il s'agit d'accompagner directement l'adoption de solutions numériques par les *social SMEs*, notamment via du conseil, du mentoring, de l'incubation, des services de montée en maturité numérique et un **Blueprint** destiné aux EDIHs afin de mieux travailler avec l'économie sociale.

Enfin, DIGISET poursuit un objectif stratégique et politique. Le projet prévoit la mise en place d'un mécanisme de soutien financier à destination d'organisations tierces, la capitalisation des enseignements tirés de l'expérimentation, la définition d'une stratégie commune post-projet, ainsi que l'élaboration de recommandations politiques européennes articulées avec des instruments comme le Social Economy Action Plan, le FSE+, InvestEU ou encore le Fonds Européen de Développement Régional (FEDER).

D. Principaux livrables

L'architecture du projet est structurée autour de sept *work packages* (WP) et d'une série de livrables publics. Parmi les premiers résultats attendus figurent deux livrables clés du **WP1** : **D1.1**, une liste détaillée et une analyse des besoins des acteurs de l'économie sociale autour de l'IA et de la donnée, et **D1.2**, une analyse des solutions numériques permettant de répondre à des enjeux sociaux identifiés.

Le projet prévoit également des livrables de formation importants : **D2.1** pour les formations en ligne à destination des formateurs et organisations d'appui ; **D3.1** pour le répertoire de ressources pédagogiques numériques en format **Open Educational Resources** ; et **D3.2** pour les supports de formation digitaux spécifiquement adaptés aux *social SMEs*.

Sur le plan de l'accompagnement, un livrable stratégique est le **D4.1 Blueprint for EDIHs**, qui doit fournir un cadre de référence pour que les hubs européens d'innovation numérique puissent mieux coopérer avec les entreprises sociales. Côté financement et stratégie, le projet prévoit **D5.1**, consacré au mécanisme de subvention, et **D5.2**, dédié aux recommandations politiques.

Enfin, DIGISET comporte un volet fort de communication et de mise en relation, avec **D6.1** sur les partenariats technologiques développés par le projet et **D6.2** sur l'organisation d'un hackathon transnational destiné à créer des synergies entre économie sociale, numérique, innovation, secteur public et recherche.

E. Impacts attendus

Les impacts attendus de DIGISET sont à la fois organisationnels, sectoriels et politiques. Le projet vise d'abord à améliorer la maturité numérique des social SMEs, à accroître leur usage de nouvelles technologies et outils digitaux, et à renforcer leur capacité d'innovation sociale numérique aux niveaux local, régional et national.

Il doit également produire un effet de diffusion par les intermédiaires. En renforçant les compétences des structures d'appui, DIGISET cherche à créer des relais durables capables d'accompagner un plus grand nombre d'acteurs de l'économie sociale dans le temps. Cette logique est particulièrement importante dans un secteur où beaucoup d'organisations n'ont ni les moyens internes ni l'expertise suffisante pour conduire seules une transformation numérique ambitieuse.

Le projet ambitionne aussi de favoriser des rapprochements concrets entre social SMEs et digital SMEs. Le montage prévoit notamment des actions de matchmaking, des partenariats technologiques, des activités de pair-à-pair et un hackathon transnational, avec pour perspective la conclusion de collaborations utiles et la circulation de solutions mieux adaptées aux besoins du secteur. À plus long terme, DIGISET veut contribuer à une meilleure reconnaissance, au niveau européen, des besoins spécifiques de l'économie sociale en matière de compétences numériques, de financement de la transformation et d'accès aux infrastructures d'innovation.

F. Rôle de SOGA dans le projet DIGISET

Social Good Accelerator occupe une place structurante dans DIGISET. L'association est bénéficiaire du projet et pilote le WPI Mapping and Needs Assessment, qui représente une brique fondatrice de l'ensemble du programme. Ce positionnement est particulièrement cohérent avec son expertise sur l'ESS numérique, les dynamiques de terrain, l'analyse des besoins, la mise en réseau d'acteurs et la production de connaissances utiles à l'action publique et aux écosystèmes d'innovation sociale.

Dans ce cadre, SOGA a pour responsabilité de contribuer à la compréhension fine des besoins des organisations de l'économie sociale face à l'IA, à la donnée et à la digitalisation. Le travail de cartographie, d'identification des besoins et d'exploration des solutions réalisé dans le WPI alimente directement les work packages suivants, qu'il s'agisse de conception pédagogique, d'accompagnement à l'adoption, de stratégie de partenariat ou de recommandations politiques.

Le rôle de SOGA ne s'arrête pas à ce pilotage. Le plan de travail montre également une implication significative de l'association dans plusieurs autres work packages, notamment en matière de formation, de soutien à la digitalisation des social SMEs, de stratégie, de communication et de gestion de projet. SOGA a également piloté un événement transnational de capacity building dans le cadre du WP3, avec l'objectif d'impliquer 50 social SMEs en France.

Cette contribution s'inscrit pleinement dans les missions statutaires de l'association : soutenir la transformation numérique de l'économie sociale, structurer des coopérations entre acteurs, diffuser des ressources, favoriser l'inclusion technologique et contribuer à l'élaboration de réponses européennes adaptées aux besoins des structures d'intérêt général.

Principales activités réalisées en année 1 :

L'année 1 de DIGISET couvre principalement la phase de lancement, de cadrage, de diagnostic et de mise en place des premiers outils et premières dynamiques de coopération. Le projet ayant débuté le 2 septembre 2024, la première année a d'abord été consacrée à l'installation de la gouvernance, à la signature des accords de consortium, au plan projet, aux dispositifs de suivi qualité, risques, données et genre, ainsi qu'au déploiement du cadre de communication et de dissémination.

Pour SOGA, la première activité structurante a été le démarrage du **WPI**, centré sur la cartographie et l'analyse des besoins que l'association a coordonnés jusque début 2025: organisation de travaux préparatoires sur les besoins des organisations d'appui en matière d'IA et de données, la contribution à une cartographie large des besoins numériques des social SMEs, ainsi que la préparation d'une analyse des solutions digitales pouvant répondre à des défis sociaux identifiés.

Deux webinaires étaient prévus dès les premiers mois : un premier consacré à la présentation du projet et au crowdsourcing avec les parties prenantes, et un second à la diffusion des premiers résultats du **WPI**, tous deux sous leadership de SOGA.

Au cours de cette première année, les bases du futur dispositif de formation ont également été posées. Les travaux engagés devaient permettre la constitution d'un **repository** de ressources pédagogiques numériques, l'adaptation des contenus aux besoins des *social SMEs*, ainsi que la préparation des parcours de formation pour les structures d'appui et les entreprises sociales. Les premières activités de pair-à-pair, de formation transnationale et de mobilisation des écosystèmes ont commencé à être structurées dans cette période.

Enfin, l'année 1 a aussi été celle de la préparation des actions d'accompagnement plus opérationnelles prévues dans la suite du projet : soutien à l'adoption de solutions numériques, services de mentoring et d'incubation, construction d'un blueprint pour les EDIHs, mécanisme de financement pour des organisations tierces, et cadrage des futures recommandations politiques. Autrement dit, 2025 correspond, pour DIGISET, à une année de fondation : celle où se construisent les diagnostics, les partenariats, les ressources et les méthodes qui doivent permettre, dans la deuxième phase du projet, d'entrer pleinement dans la montée en capacité et l'appui concret aux acteurs de l'économie sociale.



Digital Growth
Initiatives for
Social Economy
Transformation



NoCode Academy for Non Profit

Un projet européen pour renforcer l'autonomie numérique des associations grâce à la formation-action à des outils No code.

En 2025, Social Good Accelerator a lancé le projet européen No Code Academy for Non profits, un partenariat simplifié Erasmus+ dans le champ de l'éducation des adultes, coordonné par SOGA. Le projet disposait d'un budget global de 60 000 €, réunissait trois partenaires— Social Good Accelerator en France, GIRLEEK ASBL en Belgique et Fundatia Orange en Roumanie — et s'est déroulé du 1er mars 2025 au 28 février 2026.



Ce projet répond à un besoin très concret : de nombreuses petites organisations à but non lucratif utilisent déjà des outils numériques du quotidien, mais restent peu outillées pour automatiser des tâches, structurer leurs données, créer des formulaires ou concevoir des solutions simples en interne sans recourir à un prestataire externe. Dans des structures souvent contraintes en temps, en moyens humains et en budget, cette dépendance freine l'autonomie numérique et limite les capacités d'organisation, d'innovation et d'action.

No Code Academy for Non Profit est **projet pilote structurant** pour Social Good Accelerator. Il constitue une base solide pour de futures actions de formation, de coopération européenne, de diffusion méthodologique et de plaidoyer sur les conditions d'une transition numérique plus accessible, plus utile et plus inclusive pour les actrices et acteurs de l'intérêt général.

A. Chiffres clés du projet *NCA4NP* en 2025

**+ 150
associations**

formées à l'utilisation
d'outils no-code



322 inscrit·es

sur le parcours de
formation en ligne (LMS)



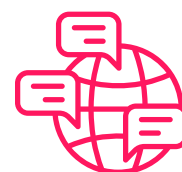
**Budget de 60k €
3 pays/partenaires**

France, Belgique, Roumanie



**5 modules de
formation
multilingue**

+2 webinaires et 1 focus group



+75

répondants aux quizz
déévaluation de
compétences ; 82,7% de
validations



1 hackathon

en Roumanie sur 3 jours,
réunissant 29
participant·es belges,
roumain·es et français·es



B. Un projet centré sur l'autonomie pratique sur la production de solutions numériques

Objet du projet : concevoir et tester un parcours européen de formation no-code destiné aux petites structures non lucratives (>50 employé·es), en priorité à leurs salarié·es, bénévoles et apprenant·es adultes.

Ambition : accompagner une montée en compétences appliquée à des usages immédiatement utiles (automatisation de tâches répétitives, gestion de données, création de formulaires, structuration de l'information, tableaux de bord et résolution de problèmes organisationnels).

Le projet s'inscrit pleinement dans les priorités Erasmus+ relatives à la transformation numérique, à l'inclusion et à l'accessibilité de l'éducation des adultes. Il visait aussi à produire une méthode transférable dans plusieurs contextes nationaux, afin de démontrer qu'un modèle de formation hybride et pratique peut répondre aux besoins d'organisations très différentes, tout en restant accessible.

C. Objectifs du projet

- **Renforcer les compétences numériques pratiques des publics cibles** sur des sujets directement mobilisables dans leur activité quotidienne.
- Construire un **parcours hybride**, articulant analyse des besoins, formation en ligne, webinaires, échanges entre pairs et mise en pratique dans un hackathon transnational.
- Permettre aux participant·es de **concevoir eux-mêmes des solutions numériques simples, adaptées à leurs besoins, afin de réduire leur dépendance à des prestataires externes**.
- Produire des **ressources, des enseignements et une méthode transférables** à d'autres actrices et acteurs de l'éducation des adultes et de l'économie sociale à l'échelle européenne.

D. Un partenariat européen franco-belgo-roumain et multi-acteurs

Le projet repose sur un consortium de **trois organisations** aux expertises complémentaires, avec une claire répartition des responsabilités :



coordinateur du projet, assure la coordination générale, le lien avec l'Agence Erasmus+, la cohérence entre les lots de travail, le suivi des indicateurs et une part importante de la dissémination.



L'ASBL Girleek, association qui forme les personnes, notamment les femmes éloignées de l'emploi, au numérique en Belgique, apporte son expertise en ingénierie pédagogique et en déploiement de dispositifs de formation numérique à distance, notamment pour la structuration du parcours, le développement du LMS et l'accompagnement des apprenant·es.



Fundația

La Fondation Orange Roumanie est en charge de l'analyse des besoins, la mobilisation des participant·es et l'organisation opérationnelle du hackathon en Roumanie.

E. Focus sur... le rôle de SOGA

Dans ce projet, Social Good Accelerator occupe une place centrale en tant que coordinateur du consortium : lien avec l'Agence Erasmus+, pilotage global du calendrier, la cohérence entre les activités, le suivi des indicateurs et les arbitrages transversaux nécessaires à la bonne conduite du projet.

SOGA a également contribué à plusieurs dimensions de fond : l'analyse des besoins, la co-construction du parcours, la coordination des échanges entre partenaires, le suivi de la qualité, ainsi qu'une part importante de la communication et de la capitalisation finale. Ce rôle a permis à l'association de consolider son positionnement sur les enjeux de formation numérique, de coopération européenne et d'accompagnement de la transition digitale des structures de l'intérêt général.

F. Une mise en œuvre structurée en cinq lots de travail

Le projet s'est déployé autour de **cinq work packages** complémentaires. Le **WP1** a porté sur le management et la coordination, le **WP2** sur la conception de la formation et l'amorce d'une dynamique de communauté, le **WP3** sur le déploiement des formations numériques, le **WP4** sur le hackathon en Roumanie, et le **WP5** sur la diffusion, l'évaluation et le plaidoyer autour des résultats du projet.

Cette architecture a permis d'articuler de manière cohérente la gouvernance du partenariat, l'analyse des besoins, la production pédagogique, l'expérimentation intensive et la valorisation finale. Elle a aussi facilité le suivi de la qualité, la répartition des responsabilités et l'ajustement progressif des activités en fonction des retours des publics et des partenaires.

G. Les principales activités réalisées en année 1

L'année 2025 a d'abord été consacrée à la **mise en place de la gouvernance du projet**. Une réunion de lancement a été organisée à Bruxelles le **17 mars 2025**, puis des réunions de coordination bihebdomadaires, des outils de suivi partagés et un espace documentaire commun ont permis de piloter les décisions, les livrables et les échéances du consortium.

Une **analyse des besoins** a ensuite été menée afin d'ancrer la formation dans les réalités concrètes des publics visés. Cette phase s'est appuyée sur un questionnaire ayant recueilli **130 réponses valides**, complété par **deux focus groups**, afin d'identifier les attentes prioritaires en matière d'automatisation, de gestion de données, de formulaires, d'organisation interne et de formats pédagogiques adaptés.

Parallèlement, notre partenaire Girleek a conçu et déployé une **plateforme LMS sur le plugin WordPress LearnDash** disponible en français, en anglais et en roumain, avec ses contenus, ses leçons, ses quiz et ses outils de suivi. Des webinaires ont été organisés pour présenter la plateforme, accompagner l'entrée dans le parcours et soutenir l'appropriation de l'environnement d'apprentissage.

L'un des temps forts de l'année a été l'organisation du **hackathon transnational de 72 heures en Roumanie**. Conçu comme un moment d'expérimentation intensive et de coopération entre pairs, il a rassemblé **29 participant-es** issu-es des trois pays partenaires et a abouti à la finalisation de **6 prototypes**, présentés en clôture devant un jury.

Enfin, l'année 2025 a permis d'**engager les premières actions de communication, d'évaluation et de capitalisation**. Le projet a produit des supports de diffusion, des articles, des webinaires, des outils de suivi des indicateurs, une note d'impact et un document de recommandations destiné à formaliser les enseignements du projet et à en faciliter la réutilisation.

H. Un parcours apprenant en ligne avec un design et des contenus concrets et utiles

Le projet a produit plusieurs livrables importants : une **plateforme de formation multilingue, un parcours structuré en cinq modules**, des **webinaires de lancement et de conclusion du projet, un hackathon transnational, une note d'impact** et un **livre blanc**. Ces réalisations répondent directement aux objectifs initiaux du projet, en combinant montée en compétences, expérimentation, coopération européenne et capitalisation méthodologique.

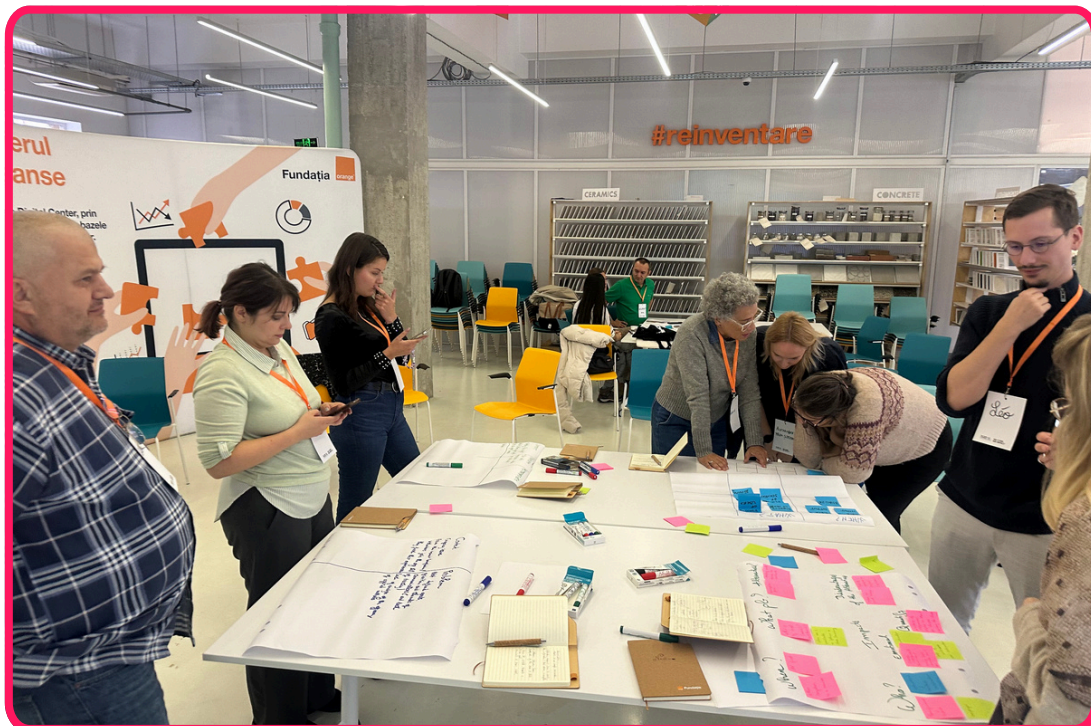
Le parcours vise à rendre les participant-es capables de mieux comprendre les logiques du no-code et d'identifier des solutions simples, utiles et adaptées à leurs besoins organisationnels. Au-delà de la formation elle-même, les livrables produits constituent aussi une base réutilisable pour d'autres structures et d'autres projets de formation numérique dans l'économie sociale.

I. Des résultats probants, un point de vigilance

Les résultats du projet montrent d'abord une **forte pertinence du sujet** et une bonne capacité de mobilisation initiale. Sur la dernière extraction LMS utilisée pour le reporting final, **322 personnes étaient inscrites sur la plateforme**. Parmi elles, **75 utilisateur-rices** uniques ont tenté au moins un quiz, soit un **taux d'activation de 23,3%**.

Pour les personnes effectivement engagées dans le parcours, les résultats sont solides : le **taux de validation atteint 82,7%** parmi les 8 apprenants qui ont passé le quizz final. Le hackathon constitue également un résultat particulièrement démonstratif, avec **29 participant-es et 6 prototypes finalisés**, soit un résultat supérieur à l'objectif initial de 5 projets.

Le principal point de vigilance identifié par le rapport final concerne la **continuité d'engagement dans le LMS**. Autrement dit, le projet a mieux performé sur l'attractivité du sujet, l'entrée dans le dispositif, la qualité du hackathon et la réussite des personnes réellement engagées que sur la progression continue de l'ensemble des inscrits dans le parcours en ligne.



Café IAssos (Erasmus+)

En 2025, suite à un atelier de prototypage réalisé à Lille dans le cadre de NEC ESS en 2024, le Social Good Accelerator a lancé le projet Café IAssos France-Belgique, un partenariat Erasmus+ simplifié dédié à l'appropriation de l'IA et de la donnée par les associations. Doté d'un budget de 60 000 €, le projet réunit trois partenaires — SOGA (coordination), SAW-B (Belgique) et FARI — pour une durée de 14 mois, de septembre 2025 à octobre 2026.

A. Chiffres clés du projet *Café IAssos* en 2025

200

participant·es visé·es



90 accompagnateur·rices à former

60 000 €

de subventions Erasmus+

3

partenaires



SAW-B (coordination, Belgique), SOGA, FARI/ULB (France)

7 Cafés IAssos prévus

(3 en France, 3 en Belgique et 1 transnational)



9 cas d'usages documentés

5 work packages, 4 modules d'animation



B. Objet et objectifs

Le projet vise à rendre l'IA **compréhensible et discutable** pour les salariés et bénévoles associatifs, à partir de cas d'usage concrets dans le médico-social, l'éducation populaire et l'insertion socio-professionnelle. Ses objectifs sont de :

- produire des **supports pédagogiques** accessibles (catalogue de 9 cas d'usage, guide d'observation) ;
- concevoir **4 modules d'animation** (1 socle, 3 sectoriels) transférables dans les réseaux ;
- structurer une **communauté** et une logique de **formation de formatrices et formateurs** autour du format Café IAssos ;
- déployer **7 Cafés IA Assos** en France, en Belgique et en transnational ;
- capitaliser et diffuser les résultats via un **wiki**, des webinaires et un **livre blanc**.

Conçu comme un temps d'échange interactif, le Café IAssos a trois finalités :

1. **faciliter le dialogue social technologique** : en **démystifiant l'IA** et en outillant les salarié.e.s de l'ESS pour mieux comprendre ses **implications concrètes** pour les associations en situation de travail, dans des branches professionnelles précises,
2. **Interroger les valeurs et l'éthique** de ces technologies à travers les prismes de l'utilité sociale, de l'accessibilité et de la gouvernance collective,
3. **Faire émerger des pistes d'action** *via* le débat, les retours d'expérience et la confrontation d'approches.

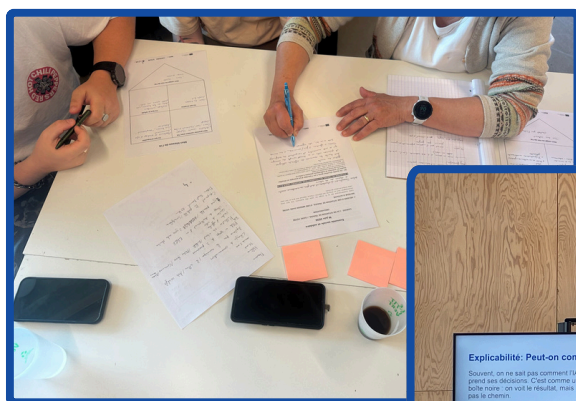
C. Principaux livrables attendus

Les livrables clés incluent :

- un **catalogue de 9 fiches de cas d'usage** et une notice d'utilisation ;
- un **guide d'observation** et un schéma de données standardisées ;
- **4 modules d'animation** avec guides pédagogiques ;
- un **guide de planification** des Cafés IA, une base de données qualifiée, une page web projet et un espace communautaire (Mattermost) ;
- 7 Cafés IA animés, 3 webinaires de formation de formateurs ;
- un **wiki** en accès libre, des fiches pratiques, une analyse d'impact et un **livre blanc**.

D. Rôle de SOGA

SOGA joue un rôle opérationnel important dans le projet : conception du projet, identification et structuration des cas d'usage, rédaction des notices, conception des personae pour le design pédagogique, cadrage des Cafés IA en France, co-pilotage de la stratégie de recrutement et d'animation communautaire. L'association contribue aussi à la collecte et à la synthèse des retours, à l'organisation des webinaires de formation, à la création du wiki et à la rédaction des ressources ouvertes.



E. Ce qui a été réalisé en 2025 (4 mois)

En 2025, seuls **quatre mois** de mise en œuvre ont été couverts (septembre–décembre), ce qui limite l'avancement aux **phases de lancement et de conception**. Ont été engagés :

- dans le **WP1** : cadrage et début de rédaction du catalogue de cas d'usage, réflexion et structuration du guide d'observation ;
- dans le **WP2** : cadrage des 4 modules, lancement de la construction de la base de données, des outils d'inscription et de l'espace communautaire ;
- dans le **WP5** : mise en place du dispositif de pilotage, première réunion de lancement, élaboration du kit de communication, du rétroplanning éditorial et de la page web du projet.

Fin 2025, Café IAssos est donc un projet **structuré et lancé**, encore en phase de construction, les Cafés IA sur le terrain, la capitalisation complète et la majorité des livrables étant prévus pour 2026



Projets développés en 2025

Projets développés en 2025

Observatoire de l'ESS numérique

L'Observatoire de l'ESS numérique est le projet stratégique porté par Social Good Accelerator pour **cartographier, analyser et rendre visibles** les actrices et acteurs de l'économie sociale et solidaire dont le cœur d'activité est le numérique. Il répond à un triple constat : la concentration du numérique autour de quelques grandes plateformes, l'existence d'alternatives ESS encore peu visibles, et l'absence d'un référentiel partagé pour mieux connaître, qualifier et orienter cet écosystème.

L'ambition du projet est de structurer une **infrastructure de connaissances et de données partagées** capable de documenter les initiatives, d'analyser leurs modèles et leurs impacts, puis de transformer cette connaissance en outils utiles pour les réseaux de l'ESS, les décideurs publics, les financeurs, les acheteuses et acheteurs responsables et les citoyen·nes.

A. Chiffres clés du projet

Le projet est conçu sur plusieurs années, avec un déploiement progressif à partir de 2025 :

8 familles de l'ESS numérique



identifiées comme première grille de lecture du secteur

+1500 initiatives



référéncées et documentées par agrégation de données publiques, labellisation communautaire et questionnaire

1 commun de données



1 gouvernance collective

1 journée d'étude annuelle



avec les étudiants, les chercheurs et les parties prenantes

5 régions pilotes

Hauts de France, Ile de France, Bretagne, Belgique francophone, Auvergne Rhône Alpes



7 ateliers et expositions citoyennes

B. Objet, objectifs et phases du projet

L'Observatoire a pour objet de **mieux connaître et objectiver le poids de l'ESS numérique**, afin de renforcer sa reconnaissance, sa structuration et sa capacité de développement en France et en Europe. Le projet poursuit trois objectifs principaux : produire une **typologie de référence** des actrices et acteurs, construire une **base de données interactive** qualifiée, et transformer ces données en **outils pédagogiques et opérationnels** comme un site, un annuaire, des fiches, une exposition ou un jeu pédagogique.

Le projet est organisé en plusieurs phases successives. La première phase, engagée en 2025, est une phase de fondations : définition du protocole de recherche, coopération étudiante, analyse documentaire et identification des premières bases. Les phases suivantes visent ensuite la construction de la base de données et de l'application, puis le déploiement des outils pédagogiques, des événements et de la diffusion territoriale.

C. Réalisations principales

L'année 2025 a constitué la première année effective du projet, centrée sur la **mise en place du cadre scientifique, méthodologique et partenarial**. Parmi les réalisations majeures figure d'abord l'installation du **comité scientifique**, réuni notamment le **2 juin**, pour préciser l'objet d'étude, discuter le périmètre du projet, consolider les questions de recherche et cadrer la méthode.

Le principal livrable de 2025 est la publication, en **décembre**, de la **typologie de l'ESS numérique**, réalisée dans le cadre d'un projet commun tutoré du **Master II Sociétés Numériques de Sciences Po Lille**, en collaboration avec SOGA. Ce document formalise **huit familles** d'actrices et acteurs, et constitue la première base de travail méthodologique de l'Observatoire.

L'année 2025 a également permis d'organiser une **journée d'étude du projet lors de Numérique en Communs ESS à Paris, le 27 novembre 2025**. Cette journée a servi à confronter les premières hypothèses de typologie aux acteurs présents, à recueillir leurs retours et à affiner les définitions retenues pour stabiliser les fiches familles. Les remerciements du document de typologie mentionnent d'ailleurs la participation d'actrices et acteurs tels que **Framasoft**, **IndieHosters**, **CiviCRM**, **Colibris**, **Les Assembleurs**, **les CHATONS**, **la CAE AstroLabe**, **la CAE Coopaname**, **Open Source Politics** et **Noesya**.

D. Financements et partenariats

En année 1, le projet a pu compter sur le soutien du **Label Paris Europe** (Ville de Paris) à hauteur de 4000 euros et du soutien non fléché de la Fondation de France.

L'un des marqueurs forts de 2025 est la mise en place d'une **coopération étudiante structurante** avec le Master **"Sociétés numériques"** associant **Sciences Po Lille** et **Centrale Lille**. Le travail de typologie a été réalisé avec **cinq étudiant-es**, dont quatre **issu-es de Sciences Po** et **un élève ingénieur de Centrale**, dans une logique de recherche collaborative croisant savoirs académiques et expertise de terrain.

En parallèle, SOGA a noué ou consolidé plusieurs partenariats utiles au projet, notamment avec **LFPC / INSA Rennes**, le **GIS Marsouin**, ainsi qu'avec les membres du comité recherche et différents acteurs de l'ESS numérique et de la recherche appliquée. Ces coopérations ont permis d'ancrer l'Observatoire dans une dynamique à la fois scientifique, pédagogique et opérationnelle dès sa première année.



Partie 3

Voice

 **SOGA**



VOICE – Affaires publiques

L'année 2025 a marqué une montée en puissance du plaidoyer de SOGA pour faire reconnaître l'ESS numérique comme un enjeu stratégique.

En 2025, Social Good Accelerator a consolidé sa position de tête de réseau, d'interlocuteur reconnu et de producteur d'orientation stratégique sur le numérique dans l'ESS. L'association a articulé expertise, représentation, coalition, médiatisation et capacité de proposition, en reliant constamment son plaidoyer aux besoins du terrain et à ses missions d'intérêt général.

En cohérence avec ses trois piliers d'action — **VOICE**, **LEARN** et **CONNECT** — Social Good Accelerator a poursuivi en 2025 une stratégie de plaidoyer structurée, appuyée sur des contributions écrites, une présence dans les instances, des prises de parole publiques et une capacité croissante à fédérer un écosystème de partenaires autour d'une ambition commune : faire reconnaître le numérique d'intérêt général comme composante stratégique de l'économie sociale et solidaire.

La fonction **VOICE** de Social Good Accelerator a consisté à faire entendre, documenter et relier la voix de l'ESS numérique dans les espaces de décision publics, les consultations stratégiques et le débat public national et européen. Cette activité s'inscrit directement dans l'objet statutaire de l'association : accélérer l'ESS numérique en France et en Europe, lutter contre la fracture numérique, favoriser la transition numérique des acteurs de l'utilité sociale, produire des études, animer des événements, et contribuer au développement d'un numérique inclusif, éthique et démocratique.

Cette activité a produit plusieurs effets structurants : une meilleure inscription des enjeux numériques dans le débat stratégique de l'ESS ; une reconnaissance accrue de la légitimité de l'association dans les instances ; la mise en visibilité d'un corpus de propositions robustes, chiffrées et opérationnelles ; et l'installation de l'Observatoire de l'ESS numérique comme horizon concret de structuration du secteur.

Ainsi, la communauté dans son ensemble a pu matérialiser une fonction politique essentielle de Social Good Accelerator : faire émerger, au croisement des institutions, des réseaux et du débat public, une parole collective capable de défendre les intérêts de l'ESS numérique, de transformer les diagnostics en propositions, et d'ouvrir une troisième voie numérique fidèle aux principes de solidarité, de démocratie et d'intérêt général qui fondent l'association depuis sa création.

A. Une mission statutaire de représentation et de plaidoyer

Les statuts approuvés le 5 février 2024 rappellent que l'association a pour objet d'« exercer toutes activités d'intérêt général à caractère éducatif, scientifique et culturel, pour accélérer l'ESS numérique en France et en Europe ». Ils précisent également que l'association organise l'action collective de ses membres pour lutter contre la fracture numérique, favoriser la transition numérique de l'ESS par le financement, l'acculturation et le développement des compétences numériques, rendre accessibles les nouvelles technologies aux acteurs de l'utilité sociale et contribuer au développement des activités sociales.

Les moyens d'action statutaires fondent explicitement la légitimité de la rubrique VOICE : organisation de colloques, conférences, ateliers et tables rondes ; production d'études et de documents d'information sur l'impact des technologies ; encouragement au partage de compétences numériques ; développement de coopérations avec des partenaires poursuivant des objectifs similaires ; et, plus largement, mise en œuvre de tous moyens concourant à l'objet social de l'association.

Fiche – Contributions écrites 2025

Date	Intitulé	Niveau	Apport principal
6 mai 2025	Contribution à la consultation de la Commission européenne sur le CFP post-2027	Européen	Plaidoyer pour un financement adapté à l'ESS numérique, avec propositions chiffrées sur fonds, marchés publics et observatoire.
Juillet 2025	Contribution de Social Good Accelerator à la Stratégie nationale de l'ESS	National	Diagnostic complet sur la transition numérique de l'ESS et 8 propositions structurantes pour une stratégie publique dédiée.
Septembre 2025	Contribution ESS France – consultation Commission européenne sur le SEDS	Européen	Participation aux volets numériques ; articulation entre ESS, droits sociaux, financement et cohésion européenne.

B. Une reconnaissance institutionnelle consolidée en 2025

La légitimité du mandat de représentation institutionnelle de l'ESS numérique de Social Good Accelerator dans le champ des affaires publiques repose d'abord sur une présence institutionnelle durable.

La nomination de Jeanne Bretécher au Conseil supérieur de l'ESS en avril 2025 a constitué un jalon politique important pour l'association en 2025, en renforçant sa capacité à faire remonter les enjeux du numérique solidaire au cœur de la gouvernance nationale de l'ESS.

Cette présence dans les instances consultatives a été consolidée en 2025 avec le **renouvellement du mandat de Jeanne Bretécher en tant que Personnalité qualifiée au sein de la Commission supérieure du numérique et des postes** confirme qu'elle y siège parmi les trois personnalités qualifiées nommées au sein de l'instance, aux côtés d'Henri d'Agrain (Cigref) et Maxence Demerlé (Medef), au mois de juillet 2025.

La fonction VOICE s'est donc aussi traduite par une présence régulière dans les instances de concertation et de gouvernance. En 2025, Social Good Accelerator a pris part à 5 plénières de la Commission supérieure du numérique et des postes, 3 plénières du Conseil supérieur de l'ESS, 2 réunions de la Commission Europe et internationale du CSESS et 2 réunions de la Commission Cadre législatif et réglementaire du CSESS, en plus des 5 réunions stratégiques ESS France sur la Stratégie nationale de l'ESS mentionnées ci-dessus.

Cette activité institutionnelle a conclu l'année 2025 avec la présentation, le 2 décembre 2025, du projet d'Observatoire de l'ESS numérique devant la Commission « Développement économique de l'ESS » du CSESS. Cette séquence a permis de transformer un axe de plaidoyer en projet structurant, au croisement de la production de connaissance, de l'outillage collectif et de la visibilité politique du secteur.

Mandats et représentation institutionnelle en 2025

Instance	Nature du mandat	Personne représentante	Éléments clés
Conseil supérieur de l'ESS (CSESS)	Nomination / représentation nationale	Jeanne Bretécher	Présence mentionnée dans la contribution SOGA à la Stratégie nationale de l'ESS ; renforce la capacité de plaidoyer sur les enjeux numériques au sein de l'ESS.

Mandats et représentation institutionnelle en 2025 (suite)

Instance	Nature du mandat	Personne représentante	Éléments clés
Commission supérieure du numérique et des postes (CSNP)	Personnalité qualifiée	Jeanne Bretécher	Présence confirmée sur la composition officielle de la CSNP ; bureau installé le 14 janvier 2025.
Réseau européen / plateforme Social Economy Gateway	Reconnaissance comme tête de réseau	Social Good Accelerator	La contribution européenne rappelle la reconnaissance de SOGA comme tête de réseau européenne sur la plateforme Social Economy Gateway.

Réunions et instances 2025

Cadre	Nombre indiqué	Portée
Plénières de la CSNP	5	Suivi des enjeux numériques, télécoms et régulation ; ancrage du plaidoyer dans l'instance parlementaire.
Réunions stratégiques ESS France – Stratégie nationale de l'ESS	5	Co-construction de la contribution collective et intégration des enjeux numériques dans la stratégie nationale.
Plénières du CSESS	3	Participation au débat stratégique national sur l'économie sociale et solidaire.
Commission Europe et internationale du CSESS	2	Articulation des positions françaises et européennes sur l'ESS.
Commission Cadre législatif et réglementaire du CSESS	2	Suivi des enjeux normatifs intéressant l'ESS et ses modèles numériques.
Présentation de l'Observatoire de l'ESS numérique au CSESS	1, le 2 décembre 2025	Mise en débat institutionnelle d'un projet stratégique porté par SOGA.

C. Contributions écrites : une activité de plaidoyer dense et structurée

L'année 2025 a été marquée par une production soutenue de contributions écrites, à la fois en propre et en coalition, notamment autour de la co-construction de la Stratégie nationale de l'Économie sociale et solidaire (voir encadré ci-après).

Côté SOGA, deux textes ont structuré l'activité du pôle VOICE et mobilisé l'intelligence collective des membres en 2025

1. Contribution à la consultation européenne sur le cadre financier pluriannuel post 2027

Datée du 6 mai 2025, la contribution du Social Good Accelerator à la consultation de la Commission européenne sur le cadre financier pluriannuel post-2027 a défendu la nécessité d'un soutien financier spécifique aux organisations de l'économie sociale numérique. Elle va dans le même sens que celle des acteurs de la société civile. Elle souligne que les organisations de l'économie sociale numérique rencontrent déjà de nombreux obstacles d'accès aux financements européens : critères d'éligibilité inadaptés, montants minimums trop élevés, complexité administrative, fragmentation des programmes, manque de reconnaissance des modèles hybrides et à lucrativité limitée. Elle identifie des obstacles persistants : fragmentation des dispositifs, critères d'éligibilité inadaptés, sous-dimensionnement des financements et inadéquation des outils d'investissement aux modèles hybrides à impact social. Dans le cadre du prochain CFP, l'enjeu est donc non seulement de préserver les fonds utiles à l'économie sociale, mais aussi de les rendre réellement accessibles aux structures qui portent l'innovation sociale, l'inclusion numérique, les communs, les coopérations territoriales et les services d'intérêt général.

Le texte rappelle le **poids macroéconomique** de l'économie sociale européenne — **13,6 millions d'emplois** et **6,5 % du PIB** de l'Union européenne — et plaide pour une meilleure reconnaissance des modèles de l'ESS numérique, des communs numériques et des solutions numériques d'intérêt général dans les futurs programmes européens.

Parmi les recommandations avancées figurent la création d'un fonds "Transition numérique et modèle numérique de l'ESS" de 5 milliards d'euros sur la période 2028-2035, l'orientation de 10 % des fonds structurels vers l'ESS numérique, la réservation de 10 % des marchés publics numériques à des structures labellisées, ainsi que le pilotage d'un observatoire européen de l'économie sociale numérique.

[Lien vers le document.](#)

2. La Stratégie nationale de l'ESS : contribution principale de SOGA en 2025

Pour mémoire, l'association SOGA avait déjà activement contribué, en lien avec l'unité Économie sociale et solidaire de la DG Grow de la Commission européenne (supprimée en 2025), à la consolidation du volet « numérique » du Plan d'action européenne pour l'économie sociale (2020) puis via le tender de DIESIS à la Feuille de route « Transition pathways for Social Economy » (2022) et avait co-présidé le Groupe d'expert autour du Code de conduite de partage des données dans l'Économie Sociale » organisé par l'Unité Économie Sociale de la DG Grow.

Dans le cadre de ce Plan d'action pour l'Économie sociale, qui a bénéficié d'une évaluation de mise en œuvre de mid-term en 2025, la Commission européenne a demandé à chaque État membre une déclinaison nationale. La France est en retard.

La Stratégie nationale de l'ESS a constitué en 2025 le principal espace d'intervention politique de Social Good Accelerator au niveau français. L'association y a défendu une thèse simple mais décisive : il ne peut y avoir de stratégie nationale ambitieuse pour l'ESS sans stratégie nationale ambitieuse pour sa transition numérique.

Cette position est fondée sur un double constat. D'une part, l'ESS assure des fonctions essentielles de cohésion sociale, d'accès aux droits, d'accompagnement des publics fragiles, d'innovation territoriale et de vitalité démocratique. D'autre part, la dématérialisation des services, la généralisation des outils numériques et l'essor de l'intelligence artificielle transforment profondément les conditions d'exercice de ces missions.

Le document remis en juillet 2025 insiste donc sur la nécessité d'un pilotage partagé entre l'État, les collectivités territoriales, les CRESS et les têtes de réseaux nationales et régionales. Il propose de dépasser une logique de dispositifs dispersés au profit d'une véritable politique publique, dotée d'indicateurs, de financements, d'un observatoire, d'outils de mutualisation et de mécanismes de co-construction avec les actrices et acteurs de terrain.

L'un des apports majeurs de Social Good Accelerator à cette stratégie réside dans la mise en visibilité des modèles numériques alternatifs déjà portés par l'ESS : logiciels libres, plateformes coopératives, communs numériques, data spaces souverains, dispositifs d'inclusion numérique, outils éthiques et sobres.

En outre, Social Good Accelerator a soutenu la concertation dans la durée, en participant à cinq réunions stratégiques ESS France consacrées à la contribution à la Stratégie nationale de l'ESS, ainsi qu'aux différentes séquences du Conseil supérieur de l'ESS. Ce travail de présence continue a permis de relier expertise de terrain, dialogue institutionnel et propositions opérationnelles.

Le point sur...La Stratégie nationale de l'Économie sociale et solidaire

La Stratégie nationale de l'ESS est une feuille de route de l'État français pour organiser le développement de l'économie sociale et solidaire à horizon 2035. Elle a été demandée au niveau européen par le Conseil de l'Union européenne, mise en œuvre en France par le gouvernement, pilotée par le ministère de l'Économie via la Direction générale du Trésor, et suivie politiquement avec l'appui du Conseil supérieur de l'ESS. Elle doit donc fixer son cap pour l'ESS à horizon dix ans, avec des priorités, des engagements et des moyens sur des sujets comme le financement, l'attractivité, les transitions écologique, numérique et sociale, ainsi que la place de l'ESS dans les politiques publiques.

Cette stratégie a été lancée à la suite d'une recommandation européenne adoptée en novembre 2023, qui demandait à chaque État membre d'élaborer dans un délai de vingt-quatre mois une stratégie nationale dédiée à l'économie sociale, ou de l'intégrer dans une stratégie plus large. La France a donc engagé cette démarche pour préparer sa propre feuille de route et la transmettre à la Commission européenne.

En France, la démarche a été engagée par le gouvernement en 2025 dans le cadre du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie. Véronique Louwagie, alors ministre déléguée chargée du Commerce, de l'Artisanat, des PME et de l'ESS, a demandé l'organisation d'une consultation dans toutes les régions entre mai et juillet 2025 et a annoncé une stratégie nationale de l'ESS à horizon 2035. Cette concertation devait faire remonter les priorités des acteurs de terrain, des réseaux, des collectivités, des institutions et des citoyens avant la rédaction du document final.

Le pilotage administratif de cette stratégie est assuré par le Délégué ministériel à l'ESS, Maxime Baduel, et la Direction générale du Trésor, au sein du ministère de l'Économie. Gilles Mirieu de Labarre a été chargé d'en coordonner la préparation et le dialogue avec les parties prenantes. En pratique, cela signifie que la Direction générale du Trésor organise la méthode, consolide les contributions et prépare l'architecture de la stratégie pour le compte du gouvernement.

La construction de la stratégie repose sur trois volets de consultation. Un volet national a réuni les acteurs institutionnels et les principaux financeurs. Un volet territorial a pris la forme d'un tour de France et de consultations régionales. Un volet citoyen a été ouvert sur la plateforme Agora du gouvernement à partir de juin 2025, afin de permettre aux structures de terrain et aux citoyens de contribuer directement.

Le Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire a aussi un rôle dans cette démarche, car il contribue à la définition d'une stratégie nationale de développement de l'ESS et constitue l'une des instances de discussion et de suivi de cette orientation publique.

La Stratégie nationale de l'ESS doit être publiée courant 2026.

D. Interventions publiques : porter la voix de l'ESS numérique dans le débat public

En parallèle du travail institutionnel, Social Good Accelerator a investi l'espace public à travers de nombreuses interventions, conférences, tables rondes, podcasts et événements sectoriels. Ces prises de parole ont permis de diffuser les analyses construites dans le cadre du plaidoyer, de sensibiliser des publics diversifiés et d'installer durablement la question d'un numérique coopératif, ouvert et d'intérêt général dans le débat de l'ESS.

1. Interventions publiques

Fiche – Principales interventions publiques 2025

Intervenante	Événement	Date/période	Angle principal
Jeanne Bretécher	Journée nationale UNA	Juin 2025	Numérique, ESS et accompagnement des publics.
Jeanne Bretécher	Journée des PEP CBFC	Juin 2025	Usages numériques et intérêt général.
Jeanne Bretécher	Coop des Communs	1er juillet 2025	Communs numériques et coopération.
Jeanne Bretécher	Numérique en Communs	29 octobre 2025	Atelier sur les communs numériques.
Jeanne Bretécher	Journée nationale Uniformation	6 novembre 2025	Compétences, formation et transitions.
Jeanne Bretécher	Digital Day – Diesis	25 novembre 2025	Visibilité européenne du numérique solidaire.
Jeanne Bretécher	Common AI	10 décembre 2025	IA, communs et gouvernance ouverte.
Clarisse Blanc	Global Social Economy Forum, Bordeaux	Novembre 2025	Animation d'une table ronde « ESS et numérique : construire l'avenir ensemble ».

2. Médias, tribunes et revues de presse : construire une parole d'influence

La stratégie VOICE de 2025 s'est également exprimée dans les médias. La tribune publiée par Carenews à l'occasion de NEC ESS 2025, intitulée « Intelligence artificielle ou coopérative ? Une troisième voie numérique est possible », appelle à résister à la concentration des pouvoirs numériques et à construire une voie européenne, démocratique et coopérative face aux logiques d'oligopole, de captation de la valeur et de marchandisation des données.

Cette tribune rappelle que Social Good Accelerator est à la fois une tête de réseau et un think-and-do tank franco-européen, qu'il rassemble près de 70 membres et partenaires en France et en Europe, et que ses actions s'articulent autour de trois piliers : VOICE, LEARN et CONNECT. Elle mentionne également le lancement en 2025 d'un Observatoire de l'ESS numérique destiné à mieux connaître et consolider l'écosystème.

Le texte défend une ligne éditoriale cohérente avec les contributions institutionnelles : promotion de solutions open source, frugales, collaboratives, transparentes et auditables ; refus d'un tout-numérique excluant ; réinvestissement dans l'éducation populaire, l'inclusion numérique, la vie associative et la participation citoyenne.

La revue de presse 2025 autour de NEC ESS et de l'IA responsable a prolongé cette dynamique, notamment à travers les publications Carenews et les contenus attachés sur l'IA responsable et éthique au service de l'ESS, qui ont contribué à faire de Social Good Accelerator une voix identifiée sur les liens entre intelligence artificielle, communs numériques, sobriété, démocratie et innovation sociale.

Fiche – Messages-clés portés en 2025

- Le numérique d'intérêt général ne doit pas être pensé seulement comme une question d'outillage, mais comme une question de justice sociale, de souveraineté et de démocratie.
- Les organisations de l'ESS portent déjà des solutions numériques alternatives : plateformes coopératives, logiciels libres, dispositifs d'inclusion, communs et outils de gouvernance partagée.
- L'intelligence artificielle ne peut être abordée sans débat sur la concentration du pouvoir, l'empreinte environnementale, la transparence des modèles et la capacité des citoyens à décider collectivement des usages technologiques.
- Sans investissement structurel dans les compétences, l'accompagnement et les infrastructures ouvertes, la transition numérique aggravera les inégalités plutôt qu'elle ne les réduira.

Partie 3

Connect



Communication & Réseaux sociaux

A. Site internet

En 2025, le site du Social Good Accelerator a confirmé son rôle de point d'entrée numérique pour les publics intéressés par l'économie sociale numérique, les projets européens, les événements et les ressources portées par l'association.

Sur l'année, le site a enregistré 9 102 visites, soit une hausse de +11,8 % par rapport à la période précédente équivalente, ainsi que 20 446 pages vues, dont 14 090 pages vues uniques. Ces pages vues uniques progressent de +22,3 %, signe d'une meilleure circulation vers les contenus du site. Ces données s'expliquent par la refonte entamée au deuxième trimestre.

L'audience du site reste principalement française, avec 4 607 visites depuis la France, tout en conservant une portée internationale : le site a été consulté depuis 113 pays en 2025. Les États-Unis, la Belgique et l'Allemagne figurent notamment parmi les principaux pays d'audience, en cohérence avec le positionnement franco-européen du SOGA.

Le site joue également un rôle de redirection vers l'action. En 2025, Matomo recense 1 394 clics vers des liens externes, notamment vers le programme du NEC ESS 2025, les inscriptions à l'événement, les supports de présentation, les ressources projets et les formulaires d'adhésion. Le site a ainsi contribué à la mobilisation autour des temps forts de l'année, avec notamment 195 clics vers le programme du NEC ESS 2025, 100 clics vers la billetterie HelloAsso de l'événement et 62 clics vers le formulaire d'adhésion HelloAsso.



B. LinkedIn

Sur la période disponible de juin à décembre 2025, les publications LinkedIn du SOGA ont généré **22 516 impressions**, dont **11 201 impressions uniques**, à travers **56 contenus publiés**. Ces publications ont également produit **3 240 clics**, **587 réactions**, **59 commentaires** et **22 republications**.*

Ces résultats confirment le rôle de LinkedIn comme canal central de visibilité et de mobilisation pour le SOGA. Les contenus les plus performants se concentrent autour de deux axes forts : les prises de parole sur **l'intelligence artificielle et l'économie sociale et solidaire**, et la communication autour du **NEC ESS 2025**.

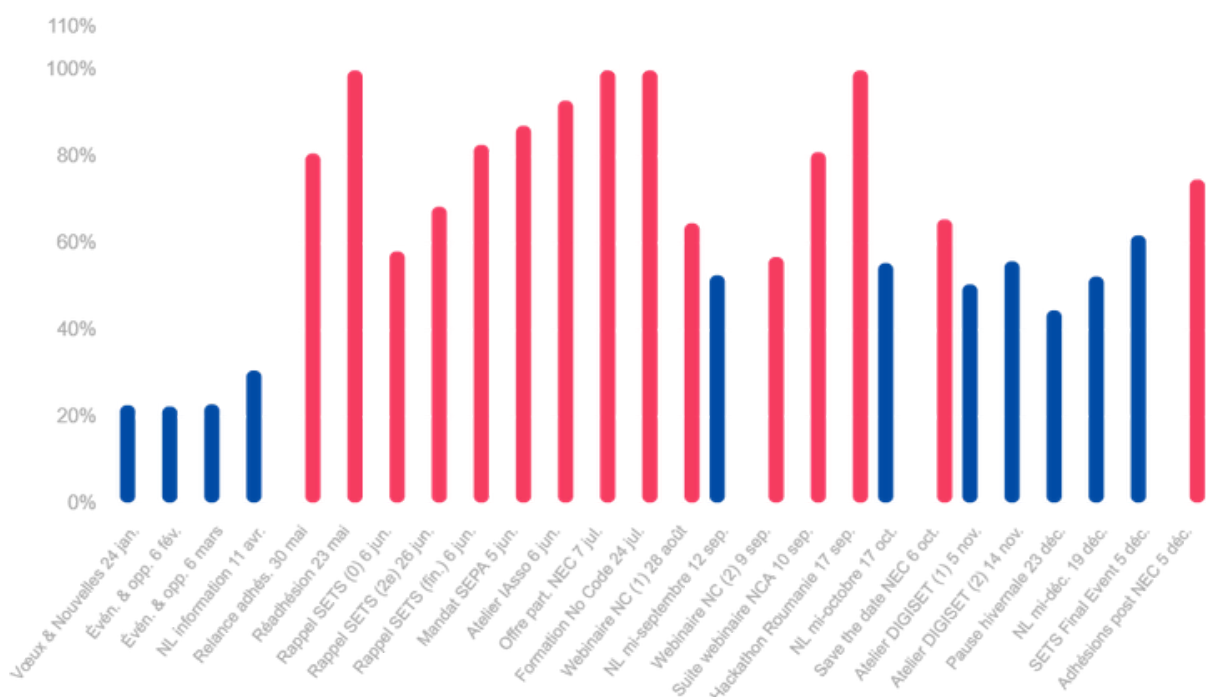
C. Newsletter

Nous observons une forte progression de l'engagement en cours d'année.

Le taux d'ouverture sur les grandes listes passe d'environ 22 % en début d'année (Mailchimp) à 50-62 % à partir de mai (Brevo). Cette amélioration correspond à la fois au changement d'outil et une meilleure segmentation des envois.

Par ailleurs, nous distinguons deux types de campagnes de communication :

- les campagnes de masse, sur grandes listes (environ 1 000 contacts) : génèrent des volumes importants mais des taux modérés.
- les campagnes ciblées, sur des listes segmentées (membres, formations, etc.) : atteignent en moyenne 79 % d'ouverture et 16 % de clic - des chiffres exceptionnels qui témoignent d'une communauté très engagée.



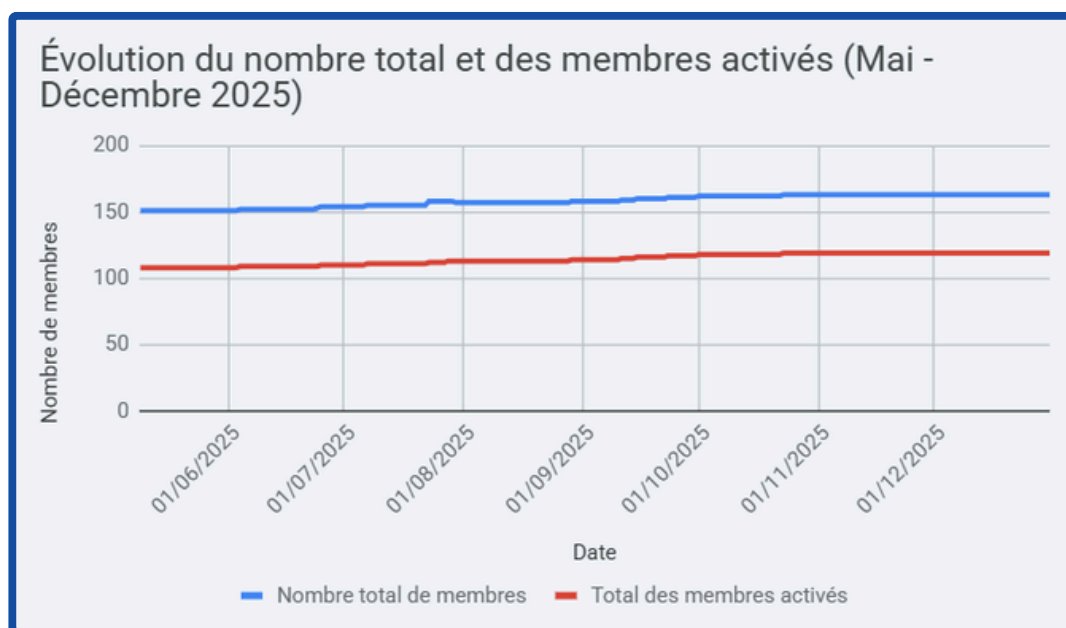
*Données issues de LinkedIn Analytics, export disponible du 7 juin au 31 décembre 2025. Les statistiques antérieures à juin 2025 n'étant pas accessibles, l'analyse LinkedIn porte uniquement sur la période exportée.

D. Canaux Slack

1. Croissance continue de l'effectif et de l'activation des membres

Les données* montrent une progression constante et saine de la communauté avec :

- une augmentation de l'**effectif global** : le nombre total de membres inscrits est passé de **151 en mai** à **163 en décembre 2025**, soit une **croissance de 8 %** (+12 nouveaux membres).
- une progression des **membres activés** : le nombre de membres ayant activé leur compte a suivi la même tendance, **passant de 108 à 119** (+11 membres, soit une **hausse de 10 %**).
- un **taux d'activation stable** : le taux d'activation global s'est maintenu à un **niveau élevé d'environ 73 %** tout au long de la période, démontrant ainsi que la grande majorité des personnes invitées rejoignent activement la Social Tech Community.



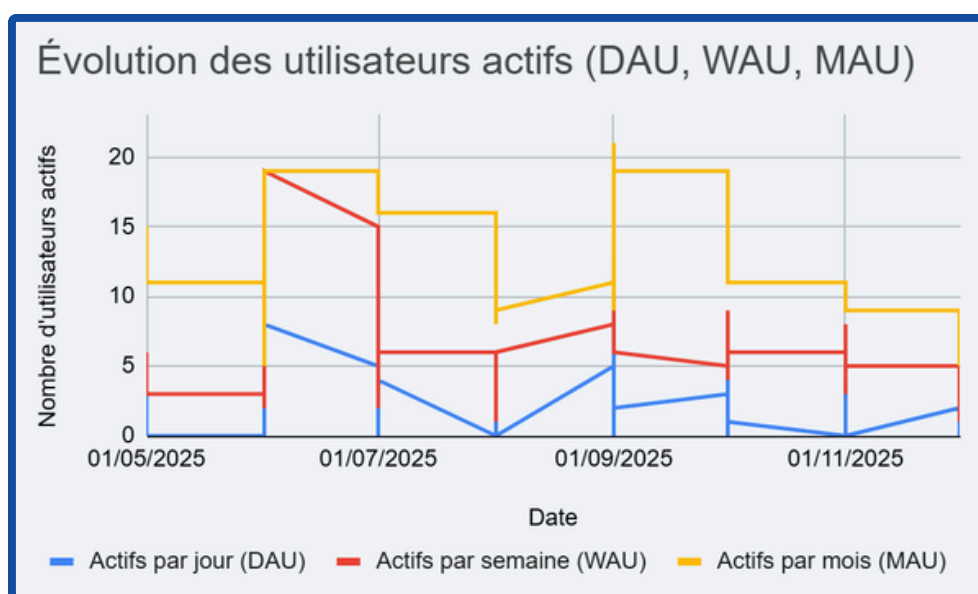
2. Saisonnalité et pics d'activité des utilisatrices et utilisateurs

L'analyse de l'activité quotidienne (DAU), hebdomadaire (WAU) et mensuelle (MAU) révèle des cycles d'engagement très marqués, fortement corrélés aux périodes de calendrier professionnel et de vacances.

*Données relevées entre mai et décembre 2025 en raison d'un manque d'antériorité sur le premier trimestre de l'année.

Communication & Réseaux sociaux

- **Le pic de la rentrée** (Septembre) : le mois de septembre 2025 a été le plus dynamique de l'année, enregistrant la plus forte activité moyenne avec 2,87 utilisateur·rices actif·ves par jour (DAU) et 9,97 utilisateur·rices actif·ves par semaine (WAU).
- **Ralentissement saisonniers** : nous observons une baisse significative de l'activité durant le mois d'août (DAU moyen de 0,61) et de décembre (DAU moyen de 1,06), correspondant aux périodes de congés d'été et de fin d'année.
- **Pics d'activité ponctuels** : la Social Tech Community a enregistré son record d'activité quotidienne le 24 juin 2025 avec 15 personnes actives en une seule journée.



NEC ESS 2025

En juin 2025, nous avons réuni nos membres lors d'une Assemblée Générale Ordinaire afin de poser les premières briques de cet événement. Nous sommes partis d'un grand thème : "l'ESS (dans le) numérique : passé, présent, futur" pour aboutir à une thématique affinée : "Intelligence artificielle ou coopérative ? Créer ensemble une troisième voie numérique". Si nous nous sommes orientés vers cette thématique, c'est en raison de nombreuses sollicitations sur le sujet grandissant de l'IA. Est-elle un poison ou un remède pour l'ESS ? Et si l'intelligence coopérative était la clef pour maintenir l'écosystème de la cohésion sociale en France ? Quel équilibre trouver ? Quelle méthode de dialogue démocratique, de mutualisation, de test and learn collective adopter pour prendre le tournant de l'IA sans compromettre les missions ni détériorer les ressources de l'ESS ?

Autant d'interrogations que nous souhaitons aborder au travers de conférences, d'ateliers pratiques et de la présentation d'outils concrets.

Trois comités de pilotage ont été organisés les 3 juin, 8 juillet et 16 septembre pour réunir nos partenaires : ESS France, La Mednum, HelloAsso, Newmeric, Emmaüs Connect, CG Scop, Le Mouvement Associatif et l'ANCT. Ces COPILs ont été l'occasion de discuter de la programmation, de définir une ligne éditoriale cohérente, de clarifier les ressources mobilisables, les besoins de financement, mais aussi de mobiliser de nouveaux intervenants.

Ainsi, lors de l'événement, nous avons pu rassembler Anticor, Data for Good, Framasoft, Amnesty international, Solinum, Catalyst AI, Label Emmaüs, le Groupe Vyv, le Cigref, la CSNP, la CoopTech, Open Food Facts, l'IGN, AERESS (Espagne), REUSE Austria, AFF (Roumanie), CaféIA, la Coop des Communs, Solidatech, Techforhope, CtrlS, Designers éthiques, Dataactivist et l'association Rebis, le Mouvement Associatif et ESS France.

A. Rappel du programme

"Intelligence artificielle ou coopérative ?"

Créer ensemble une troisième voie numérique

Vue d'ensemble du programme



Learn

Se former

Connect

Se rencontrer

Voice

Se faire entendre

BRUXELLES	PARIS	PARIS
25 NOVEMBRE 2025	26 NOVEMBRE 2025	27 NOVEMBRE 2025
DIESIS Digital Day : Quelle résilience numérique pour l'Economie sociale européenne? Passerelles et compétence Colloque France générosité CEDIAS Musée social 5 rue Las Cases 75007 Paris DIGI SET Digital Growth Initiatives for Social Economy Transformation "Libérer les organisations de l'ESS des GAFAM" Accueil et introduction Maxime Bachelier, Antoine Gaud, Joëlle Bratscher Conférence 1 « IA et société civile : vigilance citoyenne ou opportunité démocratique ? » Elise Van Bellingen (Anticor), Théo Ales De Costa (Data for Good), Pierre Yves Gaudin (Promoteurs), Raphaël Laroux (Interim), Anouk Lecoq (L'Essentiel) Conférence 2 « IA & ESS : quelle est la réponse ? » Sous quelles conditions prendre le tournant ? Renat Herten (ESF France), Guido Raski (The Hugging Face), Houd Souda (Labot), Emmanuel Candore Van Locker (Enjeux), Nils Animation : Florie Capard	Connect AUDITORIUM LÉON BOURGEOIS Journée d'étude « Observatoire de l'ESS numérique » co-organisé par SOGA et le Laboratoire Fabrique de la Personne Numérique - JICA RENNES et partenaire avec l'EP de Lille - Moulin Société Numérique Filières de reconditionnement : vers des communs européens pour un numérique circulaire et solidaire Emmanuel Connect (Emmanuel Pua), AERESS (Françoise), BEUSE Audine, NEF (Françoise), NAF Coop Tech : quel rôle pour les coopératives à l'ère de l'IA ? Avec la Coop Tech IA, Data et communs numériques pour la transition environnementale en partenariat avec le CIGREF et NexaMetric Caroline Allard, Emmanuel Connect, Open Food Facts, CIGREF, IGN, NAF Voice SALLE DU CONSEIL L'action sociale face au tout-numérique - Restitution enquête Avec Emmanuelle Connect Inclusion numérique & débat public (présidentielles 2027) organisé par La Moulinette et CEDIAS Café IAssos Présentation et échanges autour des études de cas Communs numériques et services d'intérêt général : quel projet politique ? Avec la Coop des Communs En partenariat avec CSNP Une association de la recherche et de l'innovation	Learn SALON ROUGE SIEGFRIED Accompagner l'ESS à l'ère de l'IA : diagnostiquer les enjeux et les partager Mouvement Associatif, Solidapath Lab Design for Good Atelier de design web collaboratif pour les assos ! Avec Chris, G. Rappin, Designers éthiques Que peut l'IA face à la difficulté de répondre aux usagers ? Dataactivist IA et gestion des connaissances : innover pour l'intelligence organisationnelle dans l'ESS ? Association Reiki

B. Bilan budgétaire

1. Coût global de l'événement et logique générale

Le coût global du NEC ESS 2025 s'élève à **54 967 € TTC**.

Ce budget correspond à un **événement multi-formats et multi-sites**, comprenant :

- une soirée de conférences et de networking à Paris,
- une journée complète d'ateliers,
- une demi-journée d'étude co-financée,
- un partenariat événementiel à Bruxelles,
- ainsi que la production de contenus (actes, captation, supports).

La structure budgétaire reflète un **choix assumé de prioriser les ressources humaines**, garantes de la qualité scientifique, de l'animation des échanges et de la coordination partenariale, tout en **maîtrisant strictement les coûts événementiels et logistiques**.

2. Structure des coûts - justification poste par poste

Le coût global du NEC ESS 2025 s'élève à **54 967 € TTC**.

Ce budget correspond à un **événement multi-formats et multi-sites**, comprenant :

- une soirée de conférences et de networking à Paris,
- une journée complète d'ateliers,
- une demi-journée d'étude co-financée,
- un partenariat événementiel à Bruxelles,
- ainsi que la production de contenus (actes, captation, supports).

La structure budgétaire reflète un **choix assumé de prioriser les ressources humaines**, garantes de la qualité scientifique, de l'animation des échanges et de la coordination partenariale, tout en **maîtrisant strictement les coûts événementiels et logistiques**.

a. Ressources humaines - 38 223€ (≈ 70 % du budget)

Les frais de ressources humaines constituent le poste principal du budget. Ils couvrent :

- la direction et le pilotage stratégique de l'événement,
- la coordination générale,
- l'ingénierie des contenus et des formats,
- l'animation des ateliers et des temps collectifs,
- la production et l'édition des Actes,
- la coordination avec les partenaires nationaux et européens.

Ce poste inclut plusieurs profils complémentaires (direction, responsable de programme, cheffe de projet, alternant.e, stagiaire), mobilisés sur des quotités de temps limitées et précisément affectées à l'événement.

Cette répartition permet de garantir un haut niveau de qualité tout en limitant le recours à des prestations externes coûteuses.

Une contribution forfaitaire aux frais de fonctionnement de la structure (direction administrative, bureaux, outils mutualisés) est intégrée de manière transparente et plafonnée.

b. Frais événementiels – 2 958 €

Ce poste correspond essentiellement à la location des espaces à Paris pour les différents temps de l'événement.

Le choix des lieux s'est porté sur des espaces accessibles, adaptés aux formats collaboratifs, et compatibles avec des contraintes budgétaires maîtrisées.

c. Restauration et convivialité – 2 413 €

La restauration a été pensée comme un support aux échanges, et non comme une prestation centrale.

Elle comprend :

- les collations et buffets liés aux ateliers et aux temps de networking,
- une attention particulière portée à des prestataires de l'ESS et à des formats sobres.

L'événement étant gratuit pour l'ensemble des participant·es, seuls les repas ont fait l'objet d'une participation volontaire (PAF), complétée par une offre minimale prise en charge par l'organisation (chips offertes), afin de préserver l'accessibilité financière.

À noter : une partie des frais de restauration de la demi-journée d'étude a été prise en charge directement par le GIS Marsouin, ce qui explique leur absence du bilan consolidé.

d. Transport et défraiement – 776 €

Ce poste couvre exclusivement :

- les déplacements et frais de mission de l'équipe organisatrice,
- dans une logique de stricte nécessité et de limitation des coûts.

Les déplacements des participant·es ont, quant à eux, été soutenus *via* des financements européens distincts, sous forme de bourses de mobilité.

e. Communication, matériel et production – 4 864 €

Ce poste regroupe :

- la conception et l'impression des supports de communication,
- la signalétique,
- les badges et le matériel participants,
- la captation vidéo et le montage,
- la production des Actes.

Ces dépenses visent à assurer la capitalisation et la diffusion des contenus au-delà de l'événement, renforçant ainsi son impact dans la durée.

3. Structure des recettes – logique de co-financement

Les recettes reposent sur une diversification volontaire des sources, garantissant la soutenabilité du projet :

- **Soutien de l'ANCT** : 5 000 €, contribuant directement à l'accessibilité et à l'organisation globale (postes hors RH notamment).
- **Partenariats financiers structurants** (fondations, acteurs coopératifs), couvrant une part significative des coûts.
- **Auto-financement via les adhésions**, mobilisé de manière ciblée pour soutenir l'événement.
- **Financements européens**, permettant notamment :
 - la prise en charge de déplacements de participant·es hors Île-de-France,
 - la contribution indirecte à certains ateliers.
- **Co-financement du GIS Marsouin** à hauteur de 2 350 €, sous forme de paiement direct de fournisseurs pour la demi-journée d'étude, non retracé comptablement mais pleinement intégré au modèle économique réel de l'événement.

Cette structuration budgétaire démontre donc :

- une **utilisation majoritairement orientée vers l'humain et les contenus**,
- une **forte capacité de levier** des financements publics grâce à des partenariats et des fonds européens,
- un **accès gratuit aux contenus pour tous les participant·es**,
- une attention constante à l'**inclusion territoriale** et à la **sobriété des dépenses**.

Elle illustre la capacité du projet à produire un **événement à fort impact collectif**, tout en respectant des principes de rigueur financière, de transparence et d'optimisation des fonds publics.

L'ensemble des temps de l'événement a été **entièrement gratuit pour les participant·es**, afin de lever toute barrière financière à la participation. Seuls les **buffets déjeunatoires et dîners** ont fait l'objet d'une participation volontaire (PAF), complétée par une offre minimale de convivialité assurée par l'organisation (chips offertes), permettant de maintenir des temps d'échanges informels sans condition d'accès.

Par ailleurs, l'accessibilité territoriale de l'événement a été renforcée grâce à la **mobilisation de financements européens**, qui ont permis l'octroi de **bourses de déplacement** à de nombreux participant·es hors Île-de-France. Ce levier a joué un rôle déterminant dans la diversité géographique des publics présents et dans la richesse des échanges, en cohérence avec les objectifs d'inclusion et de diffusion nationale des travaux portés par le NEC ESS.

Enfin, une partie de la programmation – la **demi-journée d'étude** – a bénéficié d'un **co-financement du GIS Marsouin à hauteur de 2 350 €**. Ce soutien a pris la forme d'un **paiement direct de certains fournisseurs**, ce qui explique que ces montants n'apparaissent pas dans le bilan budgétaire consolidé de l'événement, bien qu'ils aient contribué de manière effective à sa réalisation.

Cette structuration budgétaire illustre la capacité du projet à **combiner financements publics, partenariats de recherche et ressources européennes**, tout en garantissant un accès libre aux contenus et en maximisant l'impact collectif de l'événement.

A. Chiffres clés de la participation

- 156 participant·es hors intervenant·es au total (unique, non unique)
- 63 participant·es uniques pour la soirée d'ouverture du 26 novembre 2025
- 16 participant·es ayant fait le 26 et 27 novembre 2025
- 38 participant·es uniques pour le 27 novembre 2025
- 46 intervenant·es au total sur les 12 formats organisés

Au total = 202 participant·es.

B. Retours des participant·es

Méthode de collecte :

Nous avons collecté les retours des participants *via* un questionnaire de satisfaction portant sur 4 aspects :

- la notation sur 5 de la satisfaction générale,
- les raisons pour lesquelles cette note a été attribuée,
- ce qui a été retenu à l'issue de la journée du 26 et/ou du 27,
- un commentaire (facultatif) à nous partager.

26 répondant·es au 15 décembre 2025.

Note moyenne : 4,16/5

1. Satisfaction générale et justification

L'analyse des retours montre une satisfaction générale élevée, principalement due à la **qualité des échanges** et des opportunités de **réseautage**, ainsi qu'à la pertinence de la thématique **ESS**. Les critiques se concentrent sur des aspects **logistiques** et des problèmes de **format/animation** lors de certains temps collectifs.

a. Succès dans la structuration de l'écosystème et la qualité des apports

L'événement a pleinement rempli son rôle de rassembleur et de catalyseur, générant de la valeur à travers des contenus de haute qualité et la création de liens professionnels essentiels.

- **Pertinence et qualité des contenus** : les participants ont unanimement salué le "choix des sujets [très opportuns]", la "qualité des interventions" et le fait que les thématiques abordées étaient "très pertinentes, dans l'ère du temps".
- **Création de réseau et connexions** : le networking est un succès majeur et récurrent dans les retours ("Les rencontres", "J'ai pu faire beaucoup de réseau", "de nouvelles connexions"). Les formats ont favorisé des "échanges intéressants" et un "bel état d'esprit favorisant les rencontres".
- **Ancrage de l'initiative** : l'événement a été perçu comme structurant pour l'écosystème, avec des commentaires reconnaissant l'importance de "la démarche qui a été initié" et la satisfaction de voir "qu'un écosystème se structure sur le numérique ESS".

b. Fort potentiel des formats de discussion

Bien que le fond soit excellent, l'analyse révèle que l'efficacité de certains moments d'échanges pourrait être améliorée, ce qui représente un axe d'investissement futur clair pour maximiser l'impact du contenu.

- **Clarté sémantique et objectifs des ateliers** : certains participants ont noté des "dialogues de sourds" dus à des mélanges sémantiques (ex. : autour de l'IA) et un "écart de compétences entre les participant(e)s" dans les ateliers. A l'avenir, un meilleur cadrage des débats (définitions communes, objectifs plus précis) est nécessaire.
- **Exigence sur la qualité des intervenant-es** : quelques critiques soulignent des intervenants ne maîtrisant pas bien leur sujet ou délivrant des "discours politique[s] vide[s]". Cela indique la nécessité de renforcer la sélection et la préparation pour garantir un apport concret et expert à chaque prise de parole, renforçant ainsi la crédibilité de l'événement.

c. Logistique et accueil de qualité

Les aspects logistiques et humains ont été gérés avec succès, contribuant à une expérience positive pour les participant·es et à une image de marque forte pour l'événement.

- **Ambiance et organisation générale** : l'accueil a été jugé "très accueillante et chaleureuse" et l'organisation globale "bonne". La gestion du temps par les animatrices et animateurs a été appréciée.
- **Inclusion et accessibilité** : la "possibilité d'assister à moindre coût" et l'attention portée aux repas sont des points logistiques qui ont été explicitement valorisés, soulignant l'engagement de l'événement en faveur de l'inclusion.
- **Synergie de financement** (exemple de rétroaction) : un participant a expressément indiqué que le fait d'avoir croisé le NEC ESS à un programme européen (DIGISET) était un atout majeur, lui ayant permis d'engager des frais qu'il n'aurait pu engager autrement. Ce retour illustre directement la valeur ajoutée d'un co-financement pour la participation.

d. Conclusion sur la satisfaction globale

L'événement **NEC 2025 a été un succès** retentissant en termes de **contenu, de networking et de positionnement stratégique au sein de l'ESS Numérique**. Les financeurs ont permis la création d'un forum essentiel, reconnu pour sa qualité et son rôle dans la structuration de la communauté.

Les pistes d'amélioration identifiées (formats des discussions et exigences pour certain·es intervenant·es) sont des opportunités claires d'investissement pour l'avenir, garantissant que le soutien financier se traduira par un impact encore plus concret et mesurable lors des prochaines éditions.

2. Ce que les participant·es retiennent

L'analyse des retours qualitatifs des participant·es met en évidence la pertinence de l'événement, la validation des chantiers en cours et les axes stratégiques qui nécessitent un soutien continu.

a. Pertinence et utilité stratégique de l'événement confirmées

Les retours confirment que le NEC ESS est un événement utile et important qui répond à un besoin critique et opérationnel de la part de l'Économie Sociale et Solidaire face aux enjeux du numérique.

- **Impact immédiat et concret** : les participant·es ont trouvé des “réflexions et échanges pratiques sur l’IA qui correspondaient à [leurs] attentes”, ainsi que des “réponses aux questions formulées par des personnes qui animent leurs territoires”.
- **Adhésion au fond** : l’événement a permis de prendre conscience de l’importance d’un virage dans l’utilisation du numérique et de la nécessité d’agir “tout en restant dans l’éthique”.
- **Sujets cruciaux abordés** : l’événement a mis en lumière la “tension entre souveraineté numérique et ESS plus décentralisée et horizontale,” un débat fondamental qui nécessite d’approfondir la réflexion.

b. Validation des projets concrets et fort potentiel de croissance

L’analyse montre une forte adhésion aux projets concrets présentés, ce qui confirme que le financement de ces chantiers produit un retour sur investissement tangible et porteur d’avenir.

- **Appel à la pérennisation** : les participant·es ont explicitement demandé que le NEC soit “reproduit et préconisé,” indiquant que l’événement doit devenir un rendez-vous régulier.
- **Intérêt pour les outils** : l’Observatoire de l’ESS numérique est jugé “très intéressant,” et le projet de **classification** est vu comme un “intéressant point de départ” avec l’espoir qu’il “pourra avancer de manière concrète.”
- **Anticipation des résultats** : il y a une forte attente et espoir que les “travaux aboutiront” en reconnaissance du “travail colossal” effectué sur le sourçage et le classement des données.
- **Nouveaux réseaux** : l’événement a permis de créer de “nouvelles relations” prouvant sa valeur en tant que plateforme de collaboration et d’interconnaissance.

c. Les chantiers clés et stratégiques pour l’avenir

Les retours identifient les défis majeurs pour l’ESS numérique, indiquant où un financement stratégique aurait le plus grand impact.

- **Objectif stratégique des GAFAM** : la nécessité de se “détourner des GAFAM doit devenir une ligne directrice pour les structures de l’ESS.”
- **Besoin de soutien durable et collaboratif** : il est clair que le changement “prendra du temps et nécessitera beaucoup de collaboration des différents acteurs”, soulignant l’importance de financer des espaces d’échange et de travail en commun.
- **Point d’amélioration du format** : bien que l’événement ait un “beau potentiel,” certains retours mentionnent des “défauts” (organisationnels ou de formats), avec une “frustration” sur l’interaction dans les grands débats.

d. Conclusion sur ce que les participant-es retiennent de NEC ESS

Les participant-es ont unanimement confirmé la grande utilité et la pertinence du NEC ESS en tant que plateforme essentielle pour aborder les enjeux cruciaux de l'IA éthique et de la souveraineté numérique au sein de l'ESS. Les retours valident fortement les projets concrets présentés, tels que l'Observatoire numérique ESS et les travaux de classification, et appellent à la reconduction de l'événement. De plus, ils dégagent une ligne directrice stratégique — le besoin de se détourner des GAFAM — et soulignent la nécessité d'un soutien durable pour la collaboration et l'affinage du format afin de maximiser la profondeur des réflexions et l'impact à long terme.

C. Point presse

[Tribune NEC ESS] Intelligence artificielle ou coopérative ? Une troisième voie numérique est possible

Novembre 2025, Mois de l'ESS, intervient dans un contexte de radicalisation du débat public, de montée d'un bloc réactionnaire et d'un net recul environnemental — des dynamiques liées à la bulle spéculative autour de l'IA et aux nouvelles enclosures du numérique. Alors que les panes des géants du web se multiplient, que les algorithmes gèrent nos économies et nos démocraties, l'État se retire des structures œuvrant pour l'intérêt général. Pourtant, l'ESS porte des alternatives concrètes : un numérique fondé sur la coopération, la transparence et l'inclusion, fidèle au modèle social européen, capable d'organiser un mouvement de résistance.

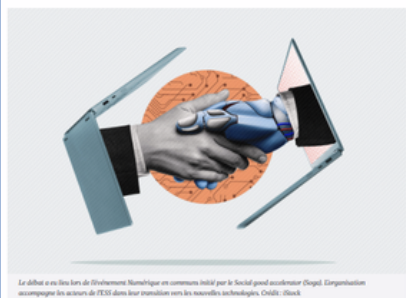
Partagez:    



IA : risque pour la société civile ou opportunité démocratique ?

Quels sont les effets de l'intelligence artificielle sur la société civile ? Cette question a fait l'objet d'un débat lors de l'événement Numérique en communs initié par le Social good accelerator (Soga). Cette association accompagne les acteurs de l'ESS dans leur transition vers les nouvelles technologies.

Partagez:    



Le débat a eu lieu lors de l'événement Numérique en communs initié par le Social good accelerator (Soga). Cette association accompagne les acteurs de l'ESS dans leur transition vers les nouvelles technologies. Crédit : iStock

L'intelligence artificielle (IA) représente-t-elle un futur vertueux ou nécessairement

- [Article de Léanna Voegeli \(Carenews\) pour la première soirée](#)
- [Article BPI France](#)
- [Tribune collective publiée dans Carenews](#)

BIG Le média des entrepreneurs média

Temps de lecture: 5 - 6 min

Sommaire

Pourquoi l'IA séduit les acteurs de l'ESS

L'IA responsable et éthique au service de l'économie sociale et solidaire

Entrepreneuriat à impact

18 novembre 2025



Les acteurs de l'ESS font face à différents enjeux sociétaux entre la lutte contre la précarité, l'inclusion ou encore la transition écologique. Pour continuer d'être efficace dans leurs actions et missions, ces derniers adoptent de plus en plus l'IA. En effet, l'intelligence artificielle peut être une ressource utile pour automatiser certains processus ou analyser des données et permettre de mieux comprendre les besoins des publics. Cependant, utiliser l'IA pour des questions éthiques peut soulever des interrogations, parmi lesquelles comment garantir que l'algorithme respecte la justice ? Il faut donc rendre l'IA responsable et éthique, capable de servir l'économie sociale sans compromettre ses valeurs.

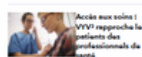
• Pourquoi l'IA séduit les acteurs de l'ESS

L'intelligence artificielle peut servir aux structures de l'ESS pour alléger la charge administrative, améliorer

Les derniers articles publiés

Acteurs

Commentaires



Partie 5

Gouvernance et vie associative



Gouvernance et vie associative

A. Nos membres

À date du 31 décembre 2025, l'association comptait **40 adhérent·es** dont **32 personnes morales** et **8 individus**.

COLLÈGE DES TÊTES DE RÉSEAUX DE L'ESS



COLLÈGE RECHERCHE



Jacques-François
Marchandise



Yaël Benayoun



Gouvernance et vie associative

COLLÈGE DES OPÉRATEUR·RICES DE L'ESS NUMÉRIQUE ET ACCOMPAGNATEUR·RICES ESS



COLLÈGE DES INDIVIDUS



Steven Bertal,
fondateur



Jeanne Bretécher,
fondatrice



Clarisse Blanc,
salariée



Jérôme Giusti



Denis Pansu



Amélie Pédrot

B. Mouvements de gouvernance et vie de l'association

En 2025, la gouvernance de Social Good Accelerator a été particulièrement mobilisée pour accompagner une année de transition institutionnelle, de consolidation stratégique et de vigilance financière. Entre Assemblée générale ordinaire, Conseils d'administration et réunions de Bureau, les instances ont assuré à la fois la continuité statutaire de l'association, la réorganisation de son pilotage exécutif et la préparation d'un plan de pérennisation des activités, renforcé à partir de septembre par des réunions hebdomadaires du Bureau consacrées à la consolidation financière et au modèle économique de l'association.

L'année s'ouvre avec un moment charnière de réorganisation de la gouvernance.

Le 23 janvier 2025, un Conseil d'administration décisif a permis de sécuriser la transition entre gouvernance bénévole et direction exécutive salariée.

Cette séance acte l'élection de Jérôme Giusti à la présidence intérimaire en remplacement de Jeanne Bretécher à compter du 1er février 2025, celle d'Amélie Pédrot (La Fonda, collègue Recherche) au secrétariat, ainsi que la validation du recrutement de Jeanne Bretécher au poste de directrice générale à compter du 3 février 2025. Stéphanie Séré Annichini (Kocoya Think Lab, collègue des Opérateurs de l'ESS numérique) conserve ses fonctions de trésorière.

Le même CA a également adopté le budget prévisionnel 2025 et valide la stratégie annuelle ainsi que le programme du séminaire de Bruxelles, avec une attention forte portée à NEC ESS 2025, identifié dès ce stade comme levier de visibilité, de plaidoyer et de structuration du réseau.

Cette réorganisation institutionnelle a donné un cadre plus lisible à la répartition des responsabilités entre gouvernance politique et pilotage exécutif. Elle a aussi permis d'installer une nouvelle phase de travail, davantage tournée vers la stabilisation de l'équipe, la clarification de la proposition de valeur de l'association et la recherche d'un modèle économique plus robuste. Dès les premiers mois de l'année, les échanges montrent que la gouvernance a pleinement conscience d'une double nécessité : préserver l'ambition politique du projet associatif et renforcer les conditions concrètes de sa soutenabilité.

Gouvernance et vie associative

Le Bureau du 23 avril 2025 constitue à cet égard un temps de lucidité important. Il examine les comptes 2024 validés par Finacoop, constate un déficit de 33 000 € et en identifie les causes principales : erreurs de projection liées à l'indemnisation de la présidence, faible taux de réussite aux appels à projets, sur-effectif corrélé à une sous-performance sur les adhésions et la recherche de fonds. Le Bureau souligne alors la nécessité d'une politique proactive de relance des cotisations, d'un meilleur pilotage budgétaire et d'un développement de prestations de service à marge afin de réduire la dépendance exclusive aux subventions.

La réunion du Conseil d'administration du 14 mai 2025 approfondit cette analyse et joue un rôle de pré-validation des grandes orientations soumises ensuite à l'Assemblée générale. Les administrateurs y examinent les comptes 2024, le rapport d'activité, la préparation de l'AG de juin et les bases de l'édition 2025 de NEC ESS. Le CA relève pour la première fois depuis la création de l'association un exercice déficitaire en 2024, malgré un soutien exceptionnel de la Fondation de France, et identifie plusieurs mesures correctives : relance des cotisations impayées, évolution de la grille d'adhésion, diversification des recettes, structuration d'offres de formation, de curation et d'accompagnement. Le Conseil valide à l'unanimité les comptes 2024 et laisse un délai complémentaire pour finaliser le rapport d'activité avant son envoi aux membres.

Ce même CA du 14 mai joue aussi un rôle majeur dans la préparation de l'avenir. Il consolide les priorités stratégiques de l'année : stabiliser l'équipe et la direction exécutive, clarifier la proposition de valeur du SOGA, poser les bases d'un modèle économique pérenne combinant subventions, mécénat et prestations. Il valide en outre les grandes orientations de NEC ESS 2025 — dates, formats, axes thématiques et ambition éditoriale — et mandate l'équipe pour approfondir les dimensions techniques et éditoriales avant arbitrages finaux.

L'Assemblée générale ordinaire du 13 juin 2025 constitue ensuite le principal temps statutaire de validation de l'année. Elle approuve à l'unanimité les comptes de l'exercice 2024 et le rapport d'activité 2024. Les échanges permettent également de partager les perspectives 2025-2026 : consolidation des acquis, diversification des ressources, élargissement de la base de cotisants, structuration des prestations de service, formalisation d'une offre d'accompagnement et poursuite de la capitalisation des connaissances issues des projets européens. L'AGO confirme ainsi la trajectoire de consolidation engagée depuis le début de l'année.

Gouvernance et vie associative

Il convient de distinguer clairement, dans la lecture de cette séquence de juin, l'Assemblée générale ordinaire, centrée sur l'approbation des comptes et du rapport d'activité, et les dimensions extraordinaires ou de transformation statutaire préparées dans les travaux de gouvernance en amont et en aval. Les documents montrent en effet que les discussions de printemps ont fréquemment articulé AGO et séquences extraordinaires dans un même temps de séminaire, notamment autour de l'évolution de la grille d'adhésion, du positionnement économique de l'association et de la clarification des compétences respectives des instances. Cette articulation a permis de faire de la gouvernance non seulement un espace de validation, mais aussi un espace d'élaboration collective.

Au-delà des temps statutaires, les Bureaux ont occupé une place déterminante dans la régulation fine de l'année. Le Bureau du 3 juillet 2025 met en lumière une situation de trésorerie fragile : atterrissage 2025 quasi à l'équilibre mais au prix d'un épuisement des fonds propres, dette de l'association envers Jeanne Bretécher, et déficit prévisionnel estimé à 150 000 € pour 2026 si aucun levier nouveau n'est activé. Les échanges débouchent sur plusieurs orientations : intensifier la campagne d'adhésion, accélérer la prospection de partenaires, développer des prestations à plus forte marge, structurer des offres de souscription pluriannuelles et mieux cibler les "gros comptes" de l'ESS.

À partir de septembre 2025, le Bureau s'est réuni de manière hebdomadaire afin de travailler de façon resserrée à un plan de pérennisation des activités et de consolidation financière. Cette séquence de travail, amorcée dans le prolongement des alertes de juillet, répondait à la nécessité de sécuriser la trésorerie, de préparer 2026, de restructurer les outils comptables et de consolider les choix bancaires, comptables et budgétaires. Les travaux de l'automne ont notamment porté sur la structuration financière à trois ans, les conditions de remboursement de la dette de l'association envers sa directrice, l'éventuel changement de cabinet comptable, l'activation du dossier France Active, ainsi que la recherche de solutions bancaires plus adaptées.

Le Bureau de novembre 2025 illustre l'aboutissement de ce travail de consolidation. Il acte la nécessité de vérifier les conditions de sortie du cabinet comptable en place, d'outiller davantage le suivi comptable, de formaliser un échéancier de remboursement de 27 000 € dus à Jeanne Bretécher, et d'engager la mobilité bancaire vers le Crédit Coopératif afin de sécuriser la trésorerie et les paiements à venir. Il confirme également la préparation d'un CA de janvier consacré à la grille d'adhésion, à la stratégie et au budget prévisionnel 2026, preuve que le Bureau a pleinement assumé son rôle de sas de préparation des décisions soumises aux instances délibératives.

Gouvernance et vie associative

Dans l'ensemble, la gouvernance 2025 apparaît donc comme une gouvernance de transformation et de consolidation. Transformation, parce qu'elle a organisé une transition de gouvernance importante et redéfini l'articulation entre fonctions élues et direction exécutive. Consolidation, parce qu'elle a progressivement fait converger les travaux statutaires, financiers et stratégiques vers un même objectif : assurer la pérennité du projet associatif sans renoncer à son ambition de structuration de l'ESS numérique. La fréquence accrue des réunions de Bureau à partir de septembre témoigne à cet égard d'un haut niveau d'engagement des responsables associatifs face aux enjeux de soutenabilité du modèle.

C. Prises de décision

Voici une liste structurée des principales décisions prises par les instances de gouvernance en 2025.

1. Assemblées générales

- Approbation des comptes de l'exercice 2024 à l'unanimité lors de l'AGO du 13 juin 2025.
- Approbation du rapport d'activité 2024 à l'unanimité lors de l'AGO du 13 juin 2025.
- Validation d'une orientation générale 2025-2026 fondée sur la diversification des ressources, la structuration des prestations de service, l'élargissement de la base de cotisants et la consolidation de la proposition de valeur du SOGA.

2. Conseils d'administration (CA)

- Élection de Jérôme Giusti à la présidence intérimaire, effective au 1er février 2025.
- Élection d'Amélie Pédrot au poste de secrétaire, effective au 1er février 2025.
- Validation du recrutement de Jeanne Bretécher au poste de directrice générale à compter du 3 février 2025.
- Adoption du budget prévisionnel 2025.
- Validation de la stratégie annuelle 2025.
- Validation du programme du séminaire de Bruxelles de mars 2025.
- Pré-validation des comptes 2024 avant présentation à l'Assemblée générale.
- Pré-validation du rapport d'activité 2024, sous réserve d'ajustements finaux et de relecture.
- Décision d'accompagner les éléments comptables d'un rapport de gestion synthétique pour l'AG de juin.
- Validation des grandes priorités stratégiques : stabilisation de l'équipe, clarification de la proposition de valeur, construction d'un modèle économique pérenne.
- Validation des grandes orientations de NEC ESS 2025 : calendrier, formats, axes thématiques et ambition éditoriale.
- Mandat donné à l'équipe pour affiner les éléments techniques et éditoriaux de NEC ESS 2025.

3. Bureaux

- Approbation du recrutement d'Eva Moreau au poste de chargée de développement et d'animation de la communauté.
- Confirmation de la convention collective ECLAT comme cadre applicable aux collaborateurs.
- Validation du besoin de relance proactive des cotisations et d'un travail de rééquilibrage financier après constat du déficit 2024.
- Acte du besoin de développer des prestations de services à marge pour limiter la dépendance aux subventions.
- Préparation de l'ordre du jour du CA du 14 mai autour des comptes 2024, du budget 2025, de la grille d'adhésion et du séminaire stratégique.
- Orientation de juillet en faveur d'un plan d'action pour la rentrée centré sur la prospection, les adhésions, les prestations et la recherche de soutiens complémentaires.
- Décision de pousser une stratégie plus offensive de recherche de financements et de structuration d'offres de service.
- Décision de préparer un travail resserré de consolidation financière à partir de la rentrée.
- À partir de septembre, mise en place de réunions hebdomadaires du Bureau consacrées au plan de pérennisation des activités et de consolidation financière.
- Décision de formaliser un échéancier de remboursement de la dette de 27 652,83 € envers Jeanne Bretécher sur 24 mois, avec clause de retour à meilleure fortune.
- Décision d'examiner la dénonciation ou la renégociation de la lettre de mission du cabinet comptable actuel.
- Décision d'engager la mobilité bancaire vers le Crédit Coopératif pour sécuriser la trésorerie.
- Décision de préparer un CA de janvier dédié à la grille d'adhésion, à la stratégie et au budget prévisionnel 2026.



Partie 6

Bilan budgétaire

 **SOGA**

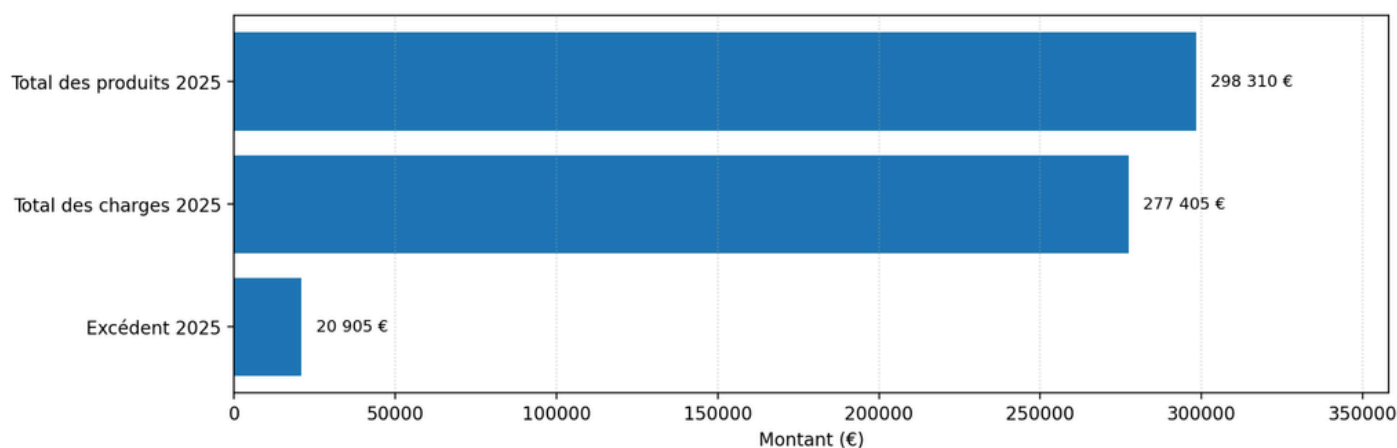


Bilan budgétaire 2025

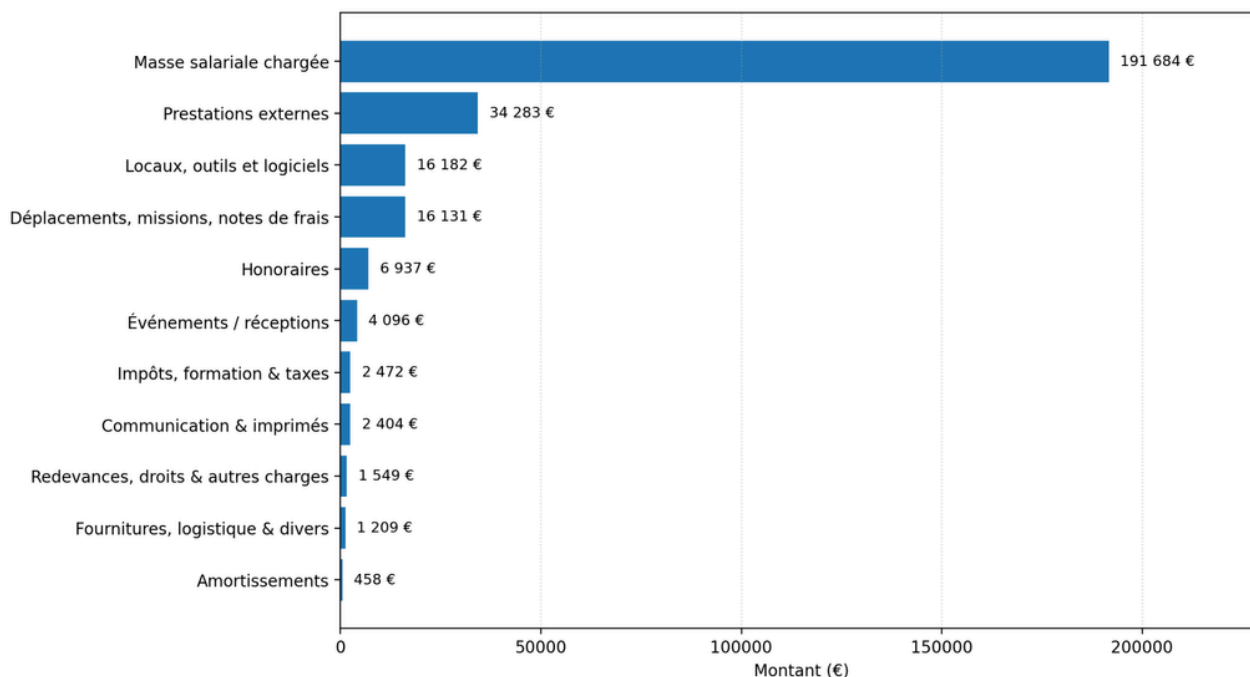
Pour l'exercice 2025, le Conseil d'administration, réuni le 23 janvier, a validé un budget prévisionnel à l'équilibre, construit sur un volume de produits de l'ordre de 250 000 € (249 699 €) pour des charges prévisionnelles totales proches de 249 100 €. Ce budget repose sur des recettes déjà sécurisées à un niveau élevé, complétées par une part de ressources encore à capter au fil de l'année (cotisations, prestations, mécénat et financements publics), et traduit la volonté de stabiliser le modèle économique de l'association tout en maintenant un niveau d'activité ambitieux. Il s'accompagne d'un effort particulier sur la maîtrise de la masse salariale et la diversification des sources de revenus, afin de répondre aux alertes constatées sur l'exercice 2024 et de poser les bases d'une trajectoire de consolidation financière pour 2025.

A. États budgétaires 2025 de SOGA en graphique

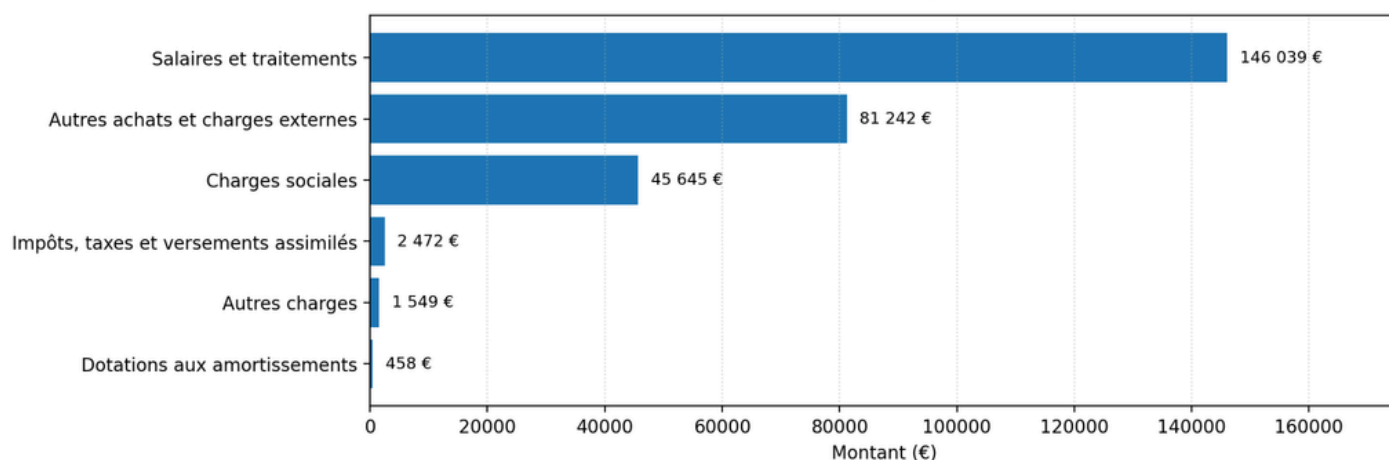
Synthèse 2025 — Produits, charges et excédent



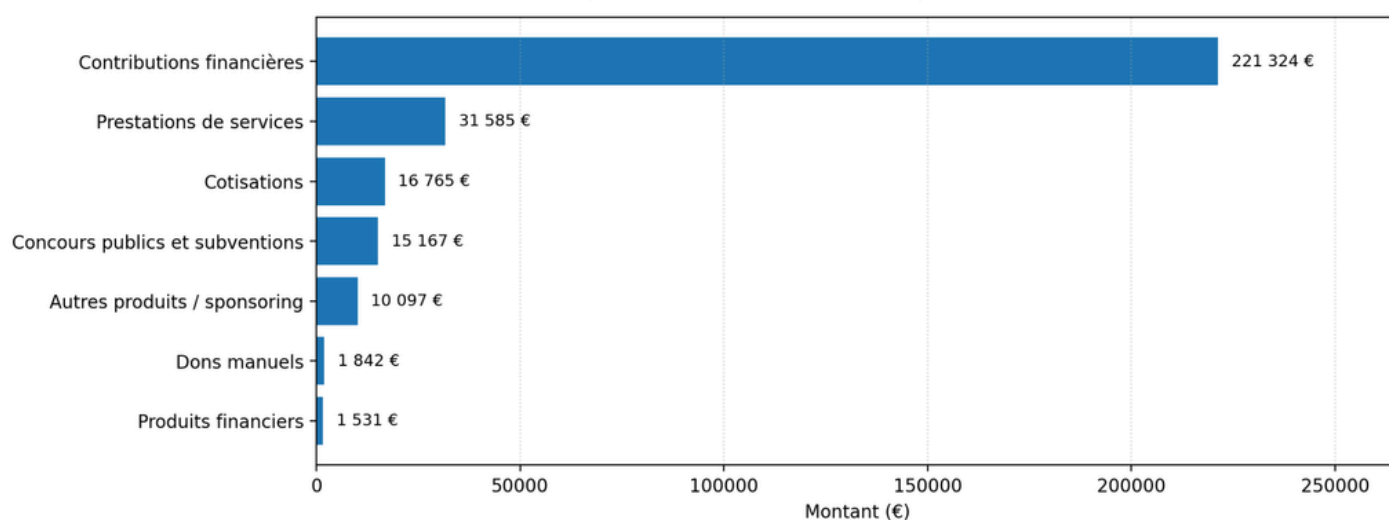
Charges 2025 — Ventilation analytique reconstituée



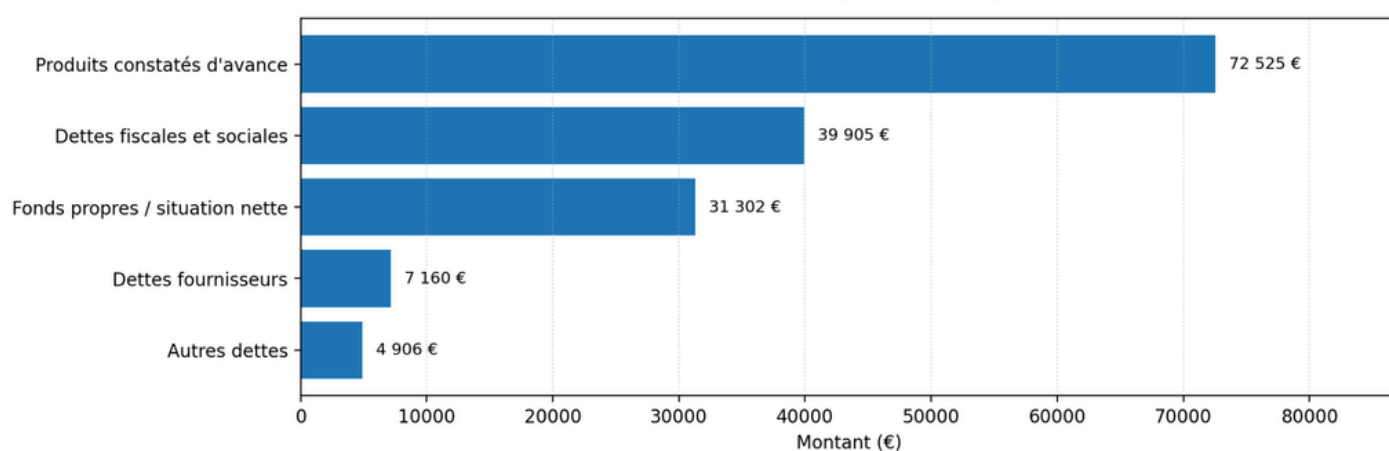
Compte de résultat 2025 — Charges par postes statutaires



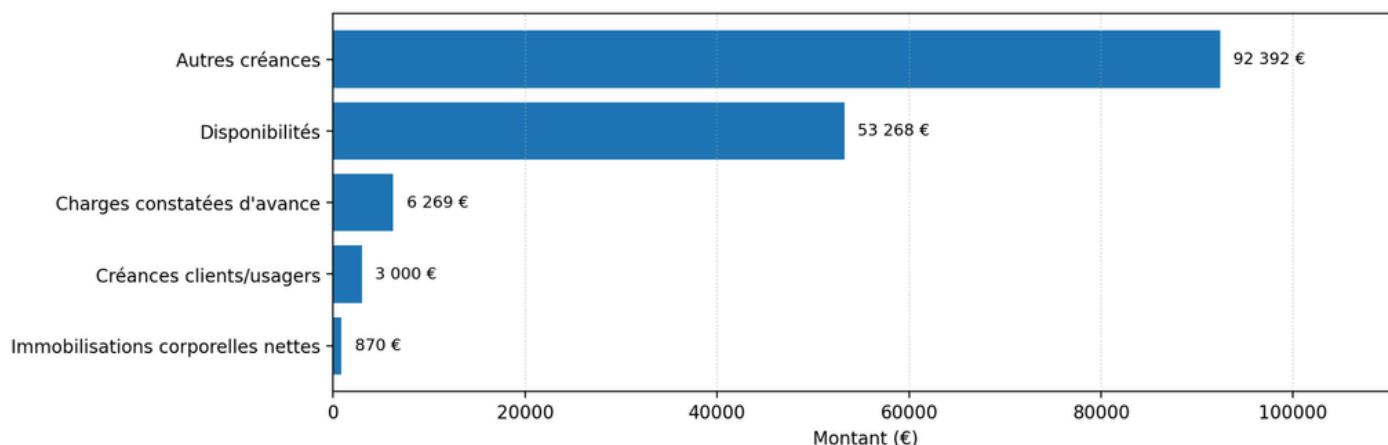
Compte de résultat 2025 — Répartition des revenus



Bilan 2025 — Répartition du passif



Bilan 2025 — Répartition de l'actif



B. Ajustements et analyse comparative des trois budgets 2025

On peut distinguer trois états successifs du budget 2025: le budget initial de début d'année (CA de janvier), le budget révisé de milieu d'année (Bureau du 23 avril) et l'atterrissage constaté dans les états comptables arrêtés au 31 décembre 2025.

1. Budget initial de début d'année (CA du 23 janvier 2025)

Le budget présenté au Conseil d'administration du 23 janvier est un budget de croissance, structuré autour de trois piliers: la poursuite des projets européens en cours (notamment Horizon Europe / SETS), la montée en charge du programme COSME, et une diversification progressive des ressources via cotisations, prestations et mécénat.

Même si le support ne donne pas un tableau exhaustif chiffré, il est clair que l'hypothèse de recettes repose sur:

- des financements déjà contractualisés sur les projets européens existants;
- des recettes attendues sur quatre propositions déposées dans le cadre de l'appel à projets COSME;
- un renforcement anticipé des cotisations (via la nouvelle grille d'adhésion en discussion) et des prestations de services adossées aux contenus produits dans les projets européens.

Ce budget initial est donc relativement ambitieux: il projette une trajectoire de revenus supérieure à la base "sécurisée" connue au 31 janvier, avec une part significative de recettes sous forme de perspectives (COSME, nouveaux financements, mécénat). En contrepartie, il assume un niveau de charges aligné sur ce scénario de croissance, notamment en maintenant une masse salariale structurée autour d'une direction générale salariée et d'une équipe projet stabilisée.

2. Budget revisité de milieu d'année (CA du 23 avril 2025)

Le Bureau du 23 avril 2025 formalise une version révisée beaucoup plus prudente du budget. Il acte pour 2025:

- 249 699 € de produits prévisionnels, dont 215 538 € déjà sécurisés;
- 249 100,78 € de charges prévisionnelles;
- un budget globalement à l'équilibre, avec très peu de marge de manœuvre.

Cette révision intègre deux chocs principaux:

- la fin du soutien de la Fondation de France sur le fonctionnement, qui réduit fortement la part de financements "stables";
- l'annulation unilatérale, en avril 2025, de l'appel à projets COSME par la Commission européenne, qui supprime la perspective de financement associée aux quatre propositions déposées par le SOGA.

Sur le plan structurel, la version d'avril traduit donc:

- une réduction de la composante "recettes à forte incertitude" (COSME) au profit d'un recentrage sur les financements déjà acquis et sur des hypothèses plus prudentes de recettes complémentaires;
- un resserrement des charges pour coller à un objectif d'équilibre, notamment par une vigilance accrue sur la masse salariale, les charges externes et la mutualisation des coûts de projet;
- une exposition accrue à la réussite de la diversification (cotisations, prestations, mécénat), qui devient la variable clé pour éviter un déficit.

En pratique, ce budget de milieu d'année est un "forecast" prudent qui tient compte de la nouvelle donne (perte de COSME, fragilisation des financements de fonctionnement) tout en maintenant une trajectoire d'équilibre.

3. Budget réalisé / atterrissage (états comptables 2025)

Les états comptables arrêtés au 31 décembre 2025 montrent que l'atterrissage est finalement meilleur que la trajectoire révisée d'avril:

Bilan budgétaire 2025

- **Produits d'exploitation totaux** : 298 310,09 € (dont 221 324,52 € de contributions financières – subventions, conventions, etc. – et 15 167,44 € de concours publics).
- **Charges d'exploitation totales**: 277 405,38 €.
- **Résultat d'exploitation**: +19 373,39 €.
- **Résultat courant avant impôt**: +20 904,71 €, soit un excédent global d'environ 21 000 €.

Nous sommes donc sur une progression de près de 50 000 € de produits par rapport au budget révisé de 249 699 €, pour un différentiel de charges d'environ +28 000 €, ce qui dégage un excédent net là où le budget d'avril visait simplement l'équilibre.

En synthèse:

Étape	Produits	Charges	Résultat visé / constaté	Commentaire
Budget initial (janvier)	Non chiffré intégralement dans le support, mais construit sur un scénario incluant COSME + projets européens + diversification	Aligné sur un scénario de croissance (masse salariale et activités maintenues)	Objectif implicite d'équilibre avec croissance	Hypothèse forte sur les financements européens (COSME)
Budget révisé (Bureau23/04)	249 699 €, dont 215 538 € sécurisés	249 100,78 €	Équilibre très serré	Intègre l'annulation COSME et la fin du soutien Fondation de France
Réalisé (comptes 2025)	298 310,09 €	277 405,38 €	+20 904, 71 €	Recettes supérieures au forecast, charges maîtrisées

C. Atterrissage budgétaire 2025

L'atterrissage budgétaire 2025 peut être lu comme la traduction comptable d'un effort de redressement et de consolidation engagé dès le printemps. Les comptes arrêtés au 31 décembre 2025 présentent un total de bilan de 155 799 € et un excédent de 20 905 €. Après un exercice 2024 clos en déficit de 32 872 €, ce retour à un résultat positif constitue un redressement de plus de 53 700 € d'une année sur l'autre. Ce retournement ne résulte pas d'un seul facteur, mais d'une combinaison entre hausse des ressources d'exploitation, meilleure structuration des recettes propres et encadrement des dépenses.

L'analyse par postes de produits est particulièrement éclairante. Les produits d'exploitation 2025 s'établissent à 296 779 €. Le premier poste est celui des contributions financières, qui atteint 221 324 € contre 128 558 € en 2024, soit une hausse d'environ 92 766 €. Cette progression montre que l'association a réussi à activer ou à consolider un volume important de ressources liées aux projets, conventions ou financements affectés, malgré la disparition des perspectives COSME. Le deuxième poste significatif est celui des ventes de prestations de services, qui passe de 2 502 € en 2024 à 31 585 € en 2025, soit une augmentation d'environ 29 083 €. Ce chiffre est central dans la lecture analytique de l'exercice : il traduit la concrétisation, au moins partielle, de la stratégie de diversification vers des activités à marge évoquée au Bureau et au Conseil d'Administration, notamment autour de la formation, de l'accompagnement, de la curation ou des offres dérivées des projets européens.

Les autres postes de ressources confirment cette évolution mais avec des effets plus modérés. Les cotisations progressent légèrement, de 16 220 € à 16 765 €, soit une hausse d'environ 545 €. Cela suggère que la réforme de la grille d'adhésion et la campagne de réadhésion ont sans doute permis de stabiliser la base associative, mais qu'elles n'ont pas encore, à elles seules, produit un saut massif de revenus en 2025. Les dons manuels passent de 590 € à 1 842 €. À l'inverse, les concours publics et subventions d'exploitation diminuent, passant de 34 675 € à 15 167 €, soit une baisse de 19 508 €. Cette contraction confirme la fragilité des financements de fonctionnement déjà relevée par la gouvernance, notamment avec la fin du soutien de la Fondation de France sur le fonctionnement. Enfin, les autres produits reculent de 21 549 € à 10 097 €, soit une baisse de 11 452 €. L'année 2025 apparaît donc comme une année où la progression du chiffre d'activité et des contributions ciblées a compensé une baisse sensible des concours généraux et des produits annexes.

Bilan budgétaire 2025

D'un point de vue de comptabilité analytique, la structure des produits 2025 montre une recomposition du modèle. Les ressources de projet restent dominantes, puisque les contributions financières représentent à elles seules environ 74,6 % des produits d'exploitation. Les ventes de prestations de services représentent environ 10,6 % des produits d'exploitation. Les cotisations pèsent environ 5,6 %, les concours publics environ 5,1 %, et les autres produits ainsi que les dons manuels se partagent le reste. Cette répartition confirme que l'association demeure principalement financée par des contributions fléchées ou conventionnées, mais qu'un second pilier de revenus propres commence à émerger grâce aux prestations, sans toutefois équilibrer complètement la dépendance aux financements de tiers.

L'analyse des charges permet de nuancer et d'affiner cette lecture. Les charges d'exploitation s'élèvent à 277 405 €, contre 244 657 € en 2024, soit une hausse de 32 748 €. Le principal poste est celui des salaires et traitements, à 146 039 €, en hausse de 9 605 € par rapport à 2024. Les charges sociales atteignent 45 645 €, en baisse de 3 208 €. Ensemble, ces deux postes représentent 191 684 €, soit environ 69,1 % des charges d'exploitation. Cette structure confirme que l'économie du SOGA reste fondée avant tout sur une intensité de travail salariée, ce qui est cohérent avec un modèle associatif reposant sur l'ingénierie, la production intellectuelle, l'animation de réseau, la coordination de projets et la capitalisation de connaissances.

Au sein du bloc "personnel", plusieurs éléments analytiques méritent d'être soulignés. Le salaire brut atteint 134 373,69 € contre 112 411,37 € en 2024, soit une hausse de près de 21 962 €. Dans le même temps, certaines lignes exceptionnelles ou atypiques de 2024 disparaissent ou se réduisent fortement en 2025 : l'indemnité dirigeant inférieure à 3/4 SMIC, qui représentait 16 200 € en 2024, n'existe plus en 2025 ; les indemnités non soumises aux cotisations diminuent fortement ; la gratification de stage ou de service civique disparaît ; et le forfait social sur indemnités dirigeant disparaît également. À l'inverse, les provisions pour congés payés augmentent. Cette recomposition signifie que la masse salariale 2025 est plus "normalisée" que celle de 2024 : elle repose davantage sur des salaires structurés et moins sur des mécanismes exceptionnels ou irréguliers liés à la gouvernance antérieure.

Le second grand bloc de charges est constitué par les autres achats et charges externes, qui atteignent 81 242 € contre 62 729 € en 2024, soit une hausse d'environ 18 513 €. Cette augmentation traduit une intensification de l'activité, mais elle n'est pas uniforme selon les postes. Les déplacements atteignent 8 292,79 €, en hausse d'environ 1 570 €. Les notes de frais représentent 7 316,48 €.

Bilan budgétaire 2025

Les réceptions internes progressent à 1 576,92 €, tandis que les réceptions liées aux projets baissent fortement à 2 518,96 € contre 9 652,20 € en 2024. Les services en ligne et logiciels représentent 1 225,96 € ; les services bancaires 465,46 € ; les frais postaux et télécommunications restent marginaux. Cette ventilation suggère une politique d'arbitrage : certaines dépenses directement nécessaires à la conduite des activités ont été maintenues ou accrues, mais les coûts d'accueil, d'événementiel ou de sociabilité de projet ont été plus strictement contenus.

Les autres postes de charges confirment cette logique. Les impôts, taxes et versements assimilés passent de 731 € à 2 472 €. Les dotations aux amortissements restent modestes à 458 €. Les autres charges s'élèvent à 1 549 € après une écriture négative de 4 253 € en 2024 liée notamment à des quotes-parts de contributions reversées. Dans l'ensemble, l'augmentation des charges en 2025 ne traduit pas un dérapage ; elle correspond plutôt à une année de redémarrage, avec un niveau d'activité plus élevé et une structure salariale stabilisée, compensée par une meilleure capacité à générer des produits.

D. Analyse de l'atterrissage budgétaire à partir des états comptables

L'atterrissage budgétaire est donc favorable, mais il doit être interprété avec prudence. D'une part, l'excédent de 20 905 € reste modeste au regard du volume d'activité et du niveau de charges fixes. D'autre part, le bilan montre une trésorerie disponible de 53 268 € au 31 décembre 2025, contre 138 035 € en 2024, et des produits constatés d'avance de 72 525 € contre 213 920 € en 2024. Autrement dit, l'amélioration du résultat ne signifie pas que toutes les tensions de trésorerie et de fonds de roulement sont levées ; elle signifie surtout que l'association a réussi à rétablir une trajectoire excédentaire dans un contexte de ressources moins abondantes et plus exigeantes à capter.

À partir des états comptables 2025, on peut tirer plusieurs enseignements analytiques sur la manière dont l'association a "atterri" par rapport à ses prévisions.

1. Niveau global de performance

Le premier constat est le passage d'une trajectoire révisée à l'équilibre (249 699 € de produits pour 249 100,78 € de charges) à un résultat effectivement excédentaire de 20 904,71 €, sur un volume de produits d'exploitation de 298 310,09 € et de charges de 277 405,38 €.

En termes d'écarts :

- **Produits** : +48 611 € environ entre le forecast d'avril et le réalisé (298 300 € vs. 249 700 €) ;

Bilan budgétaire 2025

- **Charges:** +28 300 € environ (277 400 € vs. 249 100 €);
- **Résultat:** un différentiel d'environ 21 000 € par rapport à l'objectif de simple équilibre.

Cet atterrissage est donc globalement “favorable”: les recettes ont été plus dynamiques que prévu, et l'augmentation des charges est restée contenue, permettant de dégager un excédent net malgré le choc COSME.

2. Structure des produits

Les états comptables montrent une structure de produits d'exploitation 2025 dominée par les contributions financières (subventions, conventions, financements de projets) et complétée par des concours publics.

- 221 324,52 € de “contributions financières”: il s'agit vraisemblablement des financements de projets (européens et nationaux), des fondations, et des conventions de fonctionnement.
- 15 167,44 € de concours publics: subventions publiques ou cofinancements institutionnels.
- Le solde (environ 61 800 €) provient des autres produits d'exploitation: prestations, adhésions, mécénat, dons, etc.

Par rapport au budget révisé, cela signifie que:

- L'association a réussi à sécuriser des financements supplémentaires en cours d'année (projets, mécénat, prestations) au-delà de ce qui était intégré en avril;
- La stratégie de diversification engagée au printemps (développement de prestations, relance des cotisations, prospection de sponsors et mécènes) a effectivement produit des effets mesurables en fin d'exercice.

3. Structure des charges et maîtrise des coûts

Du côté des charges, les états comptables mettent en évidence un effort de maîtrise, en particulier sur la masse salariale et les charges externes.

- Salaires et traitements: 146 038,96 € en 2025, contre 136 433,89 € en 2024, soit une progression d'environ 9 600 €, cohérente avec la structuration de l'équipe autour de la direction générale et des fonctions clés, sans dérapage majeur.
- Charges sociales: 45 645,09 € (en légère baisse par rapport à 48 852,95 € en 2024), ce qui reflète à la fois l'optimisation de certains dispositifs (fin des indemnités dirigeant < 3/4 SMIC, ajustements de forfaits) et un pilotage plus fin des coûts de personnel.

Bilan budgétaire 2025

- Autres charges d'exploitation (déplacements, missions, services bancaires, logiciels, etc.): leur progression reste contenue, avec quelques réallocations internes (moins de réceptions et missions, plus de dépenses sur la communication et les services numériques), ce qui traduit un arbitrage en faveur des postes directement contributifs aux projets et aux recettes.

L'ensemble aboutit à une hausse de charges d'environ 13,4 % par rapport à 2024 (277 405 € vs. 244 657 €), alors que les produits progressent d'environ 40,9 % (298 310 € vs. 211 784 €). Le levier clé n'est donc pas la compression radicale des coûts, mais un effet de levier plus fort sur les recettes, avec une vigilance sur les charges pour maintenir un différentiel positif.

Par rapport au budget initial de janvier, l'association a donc dû renoncer à une partie de ses ambitions de croissance (COSME) mais a compensé ce choc en capitalisant sur d'autres leviers (projets existants, nouveaux financements, prestations, mécénat).

Une révision budgétaire a été présentée par la direction lors du Bureau du 23 avril 2025, après la clôture déficitaire de 2024, marquée par un déficit d'environ 33 000 €, imputé à des erreurs de projection sur les coûts d'indemnisation, à un faible taux de réussite aux appels à projets, et à un déséquilibre entre effectif salarié et niveau de financement sécurisé. S'y ajoute, au printemps 2025, un choc exogène majeur : l'annulation unilatérale de l'appel à projets COSME, qui supprime une part importante des perspectives de financement européen sur lesquelles reposait le cadrage initial. Un prévisionnel prudent à l'équilibre 249 699 € de produits prévisionnels totaux, dont 215 538 € déjà sécurisés, pour 249 100,78 € de charges prévisionnelles a été adopté, avec une vraie alerte de trésorerie pour début 2026, mobilisant ainsi le bureau pour anticiper cette future crise financière.

Sur l'atterrissage de fin d'exercice, l'excédent final d'environ 21 000 € démontre que la stratégie de "diversification sous contrainte" et la mobilisation du bureau ont fonctionné, en transformant un scénario de simple survie à l'équilibre en une situation légèrement excédentaire.

Cet excédent est toutefois à interpréter avec prudence. Il intervient après une année où les fonds propres avaient été largement entamés par le déficit 2024 et les décalages de trésorerie (notamment les salaires non versés à la direction en 2024-2025). Il est en partie lié à des financements de projets pluriannuels, qui imposent de poursuivre l'effort de structuration et de prospection pour 2026 et au-delà.

Cet atterrissage confirme plusieurs enseignements de gestion.

Bilan budgétaire 2025

- Premièrement, la montée des prestations de services a joué un rôle déterminant dans la reconstitution de marges de manœuvre, ce qui valide a posteriori les orientations du Bureau en faveur de prestations “rentables”.
- Deuxièmement, la structure de coûts montre que la masse salariale demeure le poste central ; la soutenabilité du modèle suppose donc une adéquation constante entre niveau d'équipe, portefeuille de projets et volume de recettes propres.
- Troisièmement, la faiblesse relative de la progression des cotisations montre que la consolidation du modèle économique ne peut pas reposer sur le seul développement de l'adhésion, mais doit continuer à articuler adhésion, ingénierie de projets, prestations, mécénat et partenariats.

En termes de gouvernance, l'atterrissage 2025 confirme donc :

- La pertinence du passage à un pilotage budgétaire plus dynamique (budget initial → ajustement à mi parcours → ajustements de fin d'année) ;
- L'utilité des réunions de Bureau resserrées à partir de septembre pour sécuriser la trésorerie, arbitrer les charges et suivre la progression des recettes en continu ;
- La nécessité de consolider, en 2026, les acquis de 2025 en stabilisant la base de financements récurrents (cotisations, prestations, partenariats) afin de limiter la dépendance aux aléas des appels à projets européens.

